

Pompes funestes

Sur les traces de vos chaussures



Public Eye

Comprendre pour agir



Timo Kollbrunner
Rédaction

PUBLIC EYE – LE MAGAZINE

Numéro spécial
« Pompes funestes »
N° 5, avril 2017

PRIX 8 fr. l'exemplaire.

ÉDITEUR RESPONSABLE
Raphaël de Riedmatten

RÉDACTION
Timo Kollbrunner, Daniela Kistler

TRADUCTION
Claire Garteiser, Maxime Ferréol

LECTORAT Christiane Droz

MISE EN PAGES artischock.net

IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG,
Cyclus Print & Leipa, FSC

TIRAGE 9500 exemplaires

ISSN 2504-1258

PHOTO DE COUVERTURE
© Public Eye

Cotisation-abonnement annuelle
60 fr., paraît six fois par année.

COMPTE POSTAL 10-10813-5

CONTACT Public Eye
Avenue Charles-Dickens 4
CH-1006 Lausanne
Tél. +41 (0)21 620 03 03
contact@publiceye.ch

En 2015, plus de 23 milliards de chaussures ont été confectionnées à travers le monde, soit plus de trois paires par personne. Mais tous les pays ne sont évidemment pas logés à la même enseigne. Les inégalités qui rongent l'humanité se retrouvent aussi sur le marché de la chaussure. Ce numéro spécial s'intéresse à celles et ceux qui font les frais de la « mode éphémère ». Je suis donc allé à la rencontre des véritables « victimes de la mode ».

Je me suis entretenu avec ces couturières albanaises qui confectionnent des chaussures vendues à un prix nettement supérieur à leur salaire mensuel. Ou encore avec ces travailleurs sénégalais qui se ruinent la santé à écharner des peaux pour un salaire leur permettant à peine de nourrir leur famille. J'ai interrogé des manutentionnaires sud-américains, des propriétaires de tanneries napolitaines, des syndicalistes engagés et des militantes.

Certaines de ces rencontres sont relatés dans ces pages, d'autres ne resteront qu'un souvenir ému dans ma mémoire. Mais une chose est sûre : les personnes que j'ai rencontrées ne sont pas des victimes sans défense, mais bien des êtres déterminés et courageux, qui résistent, se battent et m'ont beaucoup impressionné. Des êtres qui méritent toute notre attention, et nous forcent à nous demander : que pouvons-nous faire ? Opter pour des chaussures produites de façon un peu plus éthique ou décider d'acheter quelques paires de moins ne suffira pas à mettre un terme à ces injustices.

En tant que consommateurs et consommatrices sensibles aux valeurs de justice et d'équité, nous devons déjà chercher à comprendre comment fonctionne cette industrie. Car nous sommes aussi, en quelque sorte, des « victimes de la mode » : nous que l'opacité du secteur empêche de faire des choix de consommation éclairés, de mettre les marques face à leurs responsabilités et de revendiquer la justice et l'équité dans la production de nos chaussures. Mais nous pouvons faire changer les choses. Ce numéro spécial est une invitation à faire le premier pas.

Ce numéro spécial a été réalisé par Timo Kollbrunner et Daniela Kistler.

Mis à part le photomontage de la page 28, réalisé sur la base des photos mises à notre disposition par l'auteur, tous les autres ont été créés sur la base des photos prises par Timo Kollbrunner lors de ses reportages en Italie et en Albanie.

Dans les tanneries

En Toscane, des Sénégalais écharnent et tannent les peaux destinées à Gucci & C^{ie} à la force du poignet et à grand renfort de produits chimiques.

► Pages 6 à 10



Dans les fabriques

Des milliers d'Albanaises sont exploitées par les grandes marques européennes de chaussures pour un salaire de misère.

► Pages 19 à 22



Entre deux feux

Francesco Gesualdi a mis en lumière les dérives de l'industrie de la chaussure en Italie – et a dû faire face à d'énormes pressions.

► Pages 24 à 27



Contexte

p. 4 **Une industrie mondialisée**
 p. 11 **Les principaux problèmes**
 p. 15 **Cartographie d'une empreinte**

p. 23 **Le dernier cordonnier de Tirana**
 p. 28 **À la botte du consumérisme**
 p. 30 **Nos revendications**

La genèse d'un magazine

A l'origine de ce numéro spécial, il y a le projet de recherche « Change Your Shoes » réalisé par 15 organisations européennes et trois asiatiques, et soutenu par l'Union européenne. Public Eye a participé à ce projet avec ses propres ressources et a cosigné un rapport sur les réalités du travail en Europe de l'Est. Public Eye a également coordonné l'envoi d'un questionnaire à 28 entreprises de l'industrie de la chaussure. Les résultats des rapports publiés dans ce cadre se basent sur une analyse du secteur et des entretiens qualitatifs avec des travailleurs et des travailleuses.

Plus d'informations sur www.publiceye.ch/chaussures

L'industrie mondialisée de la chaussure

Combien de paires achetons-nous ? Pourquoi ne les faisons-nous plus réparer ? Où sont-elles produites ? Et pourquoi sont-elles aussi bon marché ? Petit tour d'horizon de l'industrie de la chaussure.

Elles protègent nos pieds. Du chaud, du froid, de la pluie, de la neige, des coupures. C'est tellement évident que l'on ne s'en rend même plus compte. Mais les chaussures, tout comme les vêtements, se sont depuis longtemps affranchies de leur seul rôle fonctionnel. Elles sont aujourd'hui un accessoire de mode, une forme d'expression, un symbole de statut... et, surtout, un secteur lucratif. Des stars du sport ou de la musique gagnent des millions en faisant la promotion de la dernière « édition limitée » d'une paire de baskets hors de prix et pour lesquelles les « fashionistas » sont prêts à tout. Déjà très implanté dans le secteur du textile, le modèle de la « mode éphémère » s'étend désormais aussi à cette industrie. Pour les chaussures de sport et les baskets destinées à la grande consommation, la vitesse est un facteur clé. Mais, pour l'ensemble du secteur, la cadence des collections ne suit plus depuis longtemps le rythme des saisons. Toutes les semaines ou presque, un nouveau modèle arrive sur le marché : les chaussures ne sont plus faites pour durer et sont vendues à prix cassé. À peine usées, on s'en débarrasse pour en acheter de nouvelles.

Presque plus de réparations

Avez-vous récemment apporté une paire chez le cordonnier pour la faire réparer ? Si oui, vous êtes une exception. Il suffit de jeter un œil aux statistiques pour le constater. En Suisse, on dépense tout juste 17 francs par an et par ménage pour faire réparer ses souliers. C'est moins de la moitié du montant qui y était consacré il y a quatre-vingts ans, alors que les dépenses moyennes des ménages ont été multipliées par vingt. Si, il y a quelques décennies encore, s'offrir une paire de souliers du dimanche, brillants et bien cirés, était considéré comme un luxe, les chaussures sont désormais considérées comme un produit jetable, que l'on remplace constamment.

Pourquoi si bon marché ?

La plupart des gens qui achètent une paire à 29 francs 90 dans une grande surface ne se préoccupent sans doute

pas vraiment de la quantité de travail que demande la production d'un tel article. Et pourtant, si on s'intéresse de plus près à la chaîne d'approvisionnement et aux dizaines d'étapes de travail qu'implique la fabrication d'une paire de chaussures, une question se pose inévitablement : comment est-il possible qu'elles soient vendues aussi bon marché ? Et lorsque l'on sait que les coûts salariaux représentent entre un et trois pour cent du prix de vente, il devient difficile de s'imaginer comment ceux qui les fabriquent sont censés vivre de leur salaire. Le constat est clair : si nous pouvons acheter une paire de chaussures à ce prix-là, c'est uniquement parce que d'autres paient le prix fort en accomplissant des tâches dangereuses, en accumulant les heures supplémentaires non payées et en vivant dans la précarité.

Un secteur fortement délocalisé

À l'instar de l'industrie textile, les différentes étapes de la production des chaussures sont réparties sur de nombreux sites à travers le monde – avec deux buts principaux : réduire les coûts au minimum et produire dans des délais toujours plus courts. Si les grandes marques développent généralement elles-mêmes leurs nouveaux modèles, les tâches les plus ingrates, répétitives et moins lucratives, comme la coupe, la couture ou le collage, sont délocalisées dans des pays à bas salaires. Le projet de *Speedfactory* sur lequel Adidas travaille actuellement – une chaussure de course produite de A à Z par des robots – n'est encore qu'un rêve futuriste. Il faudrait une avancée technologique majeure pour que les entreprises du secteur ne dépendent plus du labeur de millions de personnes qui tannent le cuir, collent les semelles et assemblent les différentes pièces.

Les chaussures protègent nos pieds : c'est une telle évidence que nous n'en sommes même plus conscients. Quant à la protection des droits sociaux et humains des personnes qui les produisent, elle ne va malheureusement pas de soi.

Qui produit nos chaussures ?

23 milliards

de paires de chaussures ont été produites en 2015.

dont près de

60 %

proviennent de Chine.

Valeur moyenne d'une chaussure

5.25 fr.

importée de Chine

46.13 fr.

importée d'Italie.

En 2015, 23 milliards de paires ont été produites dans le monde, soit trois paires par personne. La vaste majorité (87 %) est fabriquée en Asie. Avec 2 milliards de paires produites, la Chine représente, à elle seule, près de 60 % de la production mondiale. L'Inde représente près de 10 %, suivie du Vietnam, de l'Indonésie et du Brésil. La Turquie arrive en huitième position. L'Europe est responsable d'environ 4 % de la production mondiale, l'Italie étant de loin en tête de l'Union européenne avec 191 millions de paires de chaussures produites en 2015. À noter que 85 % des paires fabriquées en Europe sont destinées aux marchés européens.

En termes de volume, la domination de l'Asie est écrasante. Mais l'importance du chiffre d'affaires ne

dépend pas seulement du volume de production. L'Italie représente certes à peine 0,8 % de la production mondiale, mais la valeur de ses exportations atteint 7,5 % du chiffre d'affaires total. Comment l'expliquer ? Une chaussure importée de Chine coûte en moyenne 5,25 francs aux détaillants, une d'origine italienne leur revient à 46,13 francs – soit neuf fois plus. Alors que 60 % des chaussures exportées par la Chine sont en caoutchouc ou en plastique, et 27 % en tissu, l'Italie exporte essentiellement des souliers en cuir, dont la valeur ajoutée est particulièrement élevée. Alors même que, aujourd'hui, seulement une chaussure sur six environ est en cuir, celles-ci représentent 45 % de la valeur totale de la production.

Qui les achète ?

16 %

des chaussures sont vendues en Europe.

6-7

paires sont achetées en moyenne par personne et par année en Suisse.

C'est en Asie que la majorité des chaussures sont produites, mais c'est aussi sur ce continent, où habite environ 60 % de la population mondiale, que sont écoulées 53 % des paires produites chaque année. Aux États-Unis, en revanche, on achète 12 % du total, bien que le pays n'abrite que 4 % des habitants de la planète. En Europe aussi, la consommation est disproportionnée : 10 % de la population mondiale achète 16 % de la

production. Les Britanniques sont les clients les plus fervents : ils achètent en moyenne plus de huit paires de chaussures chaque année. La Suisse, avec un peu plus de six paires par personne, est à peu près au même niveau que la France. L'Allemagne et l'Italie suivent avec cinq paires. Dans les pays du sud-est de l'Europe, comme l'Albanie et la Roumanie, la moyenne est encore de deux paires par an.

Et qui en profite ?

2.80 fr.

Part du salaire versé en moyenne pour une paire à 120 francs.

Au cours des 25 dernières années, la quantité de chaussures produites dans le monde a plus que doublé. Pourtant, ce sont toujours les marques, les revendeurs et leurs actionnaires qui profitent le plus de cette croissance. Si, pour une paire de baskets à 120 francs, les coûts de

matériel, de production et de main-d'œuvre s'élèvent à 18 francs, les marques et les détaillants se partagent environ 60 % de la valeur ajoutée. Les Albanaises, les Chinoises ou les Indonésiennes qui fabriquent les chaussures, elles, doivent se contenter d'un salaire de misère.

Peaux de chagrin

Les tanneries de Santa Croce sull'Arno, en Toscane, sont très prisées par les marques de luxe comme Prada, Louis Vuitton ou Burberry. Pour faire face à la concurrence internationale, celles-ci n'hésitent pas à recourir à une main-d'œuvre bon marché : les migrants. Les seuls qui acceptent encore d'accomplir les tâches les plus ingrates.

Voilà donc les plus « chanceux » des migrants. Ceux qui ne sont pas obligés de vendre des parapluies ou des mouchoirs à la sauvette sur les plages ou au pied de la tour de Pise pour gagner quelques euros. Ces « heureux élus » ont un emploi fixe dans l'une des tanneries de Santa Croce sull'Arno. Il y a une dizaine d'années, les tanneurs qui ont fait la réputation de cette petite ville, située entre Pise et Florence, recrutait les ouvriers directement dans la rue. Aujourd'hui, le mot « crisi » est sur toutes les lèvres. De nombreuses entreprises ont fermé, le prix des peaux et des produits chimiques a augmenté, le pouvoir d'achat a baissé et la concurrence internationale est devenue plus vive. Seuls les plus chanceux ont encore un emploi stable. Mais peut-on vraiment parler de chance lorsqu'on est obligé de supporter des conditions de travail aussi dures et des odeurs aussi nauséabondes ?

« Les Africains ne sont jamais malades »

Nous sommes dans un hangar de briques au toit de tôle ondulée et le spectacle, sous nos yeux, a quelque chose d'apocalyptique. Tout, ici, est de la même couleur indéfinissable : une sorte de gris-vert huileux avec, parfois, une pointe de bleu. Partout, des peaux sont entassées. Tout glisse et, si l'on ne fait pas attention, on risque de tomber à chaque pas. Le bruit est exaspérant et l'air est chargé de graisse. Voilà à quoi ressemble l'un de ces entrepôts, où des peaux humides et épilées sont livrées pour être rapidement écharnées et refendues avant qu'elles ne pourrissent. Une pelle mécanique soulève les peaux et les dépose sur une plate-forme où un Ghanéen, un Italien, un Marocain et un Sénégalais s'affairent autour de deux machines. Des Italiens, nous explique le chef de l'entreprise, il n'en embauche plus depuis quelques années. « Avec les Africains, il y a moins de problèmes. Ils travaillent dur. Et ils ne sont jamais malades. Les Italiens ne veulent plus faire ce genre de tâches. »

Des résidus de peaux transformés en gélatine

Selon l'ampleur de la livraison, la journée de travail peut durer de trois heures du matin à cinq heures de l'après-

midi, reconnaît le chef, même si cette pratique est interdite. Aujourd'hui, les quatre hommes pourront rentrer plus tôt : il est une heure de l'après-midi, mais il n'y a déjà plus que quelques dizaines de peaux à traiter. Ils trempent encore quelquefois les mains dans un tonneau plein de sciure de bois, saisissent une peau sur la pile derrière eux, la soulèvent et l'introduisent dans la gueule de la machine, qui racle les morceaux de chairs restés accrochés, avant de les acheminer vers un immense bac de béton situé à l'extérieur. Sur une autre machine, on procède ensuite à la refente : la couche supérieure sera transformée en cuir, mais la couche inférieure glisse, au travers du mur, dans un conteneur rouge à l'extérieur, sur lequel est inscrit : « *Materia Prima per la Produzione di Gelatina destinata al consumo umano* ». Ce n'est pourtant pas particulièrement ragoûtant. De l'extérieur, on dirait plutôt que le bâtiment est en train de vomir, au ralenti, cette masse dégoulinante qui servira à produire de la gélatine alimentaire...

Une odeur d'œuf pourri

Dans cette commune de 15 000 habitants, il suffit de lire le nom des rues pour comprendre de quoi vivent les gens d'ici : la rue principale s'appelle Via di Pelle (rue des Peaux) et les rues secondaires portent le nom de Via Dei Conciatori (rue des Tanneries) ou de Via del Bottale (ces immenses fûts utilisés pour tanner les peaux). L'odeur soufrée d'œuf pourri, qui émane du sulfure d'hydrogène utilisé dans les tanneries, est omniprésente. Sur des palettes, des milliers de peaux de bœufs salées, non épilées, tachées par des restes de fumier, sont empilées à ciel ouvert. Le propriétaire nous conduit volontiers dans sa tannerie – une parmi les 200 que compte cette localité – pour nous montrer d'où vient cette puanteur. Il fait glisser un escalier mobile jusqu'à l'un des neuf fûts suspendus dans l'entrepôt. Il grimpe les marches, ouvre un hublot et nous fait signe de le suivre. C'est une vision impressionnante : des centaines de peaux nagent dans une solution grisâtre. Là où se trouvait le pelage, on ne voit plus que quelques petites fibres noires et gluantes.



L'industrie du cuir

Bien plus qu'une « valorisation » des déchets

Derrière une chaussure en cuir véritable, il y a généralement une vache élevée aux États-Unis, en Chine ou au Brésil – les trois plus importants pays producteurs de cuir brut d'origine bovine. L'industrie du cuir présente volontiers ses activités comme une « valorisation » des déchets issus de la production de viande, particulièrement gourmande en ressources. En

réalité, l'exploitation du cuir est une part très lucrative du commerce de bœufs, à l'image de JBS S.A., l'un des plus grands producteurs de viande du monde. Selon ses propres chiffres, publiés début 2017, cette multinationale brésilienne abat quelque 110 000 porcs, 80 000 bœufs et 14 millions de volailles chaque jour sur plus de 300 sites (oui, vous avez bien lu,

chaque jour). Cette même entreprise est propriétaire de plus de 20 tanneries industrielles dans le monde – notamment en Chine et en Italie, où finissent la plupart des peaux brésiliennes. Les peaux de bœufs représentent l'essentiel du cuir produit dans le monde, loin devant le mouton, le porc et la chèvre.

Les produits chimiques ont fait fondre les poils, le cuir est maintenant chaulé.

« Ce n'est pas bon pour la santé »

Dans la tannerie, des sacs et des fûts de substances chimiques sont stockés sur des palettes. Sur le sol, une flaque sur laquelle nage un peu d'écume s'est formée, et de la poudre verte s'échappe d'un sac sur lequel est inscrit « sulfate de chrome ». Contrairement à l'étape précédente dans l'atelier d'écharnage, ici, ce n'est pas notre estomac qui se retourne, mais la tête qui devient douloureuse. On est saisi de vertiges. « Non, ce n'est pas bon pour la santé, concède le patron, mais c'est comme ça. » Problèmes respiratoires et irritations de la peau, ou encore cancers des poumons ou de la vessie sont des conséquences fréquentes d'un contact constant avec les produits chimiques. Si les vapeurs qui s'échappent des fûts après le processus de tannage ne sont pas évacuées correctement, les conséquences peuvent être tragiques. Le cas d'un Sénégalais de 35 ans, qui est mort sur le coup après avoir respiré des émanations de sulfure d'hydrogène en ouvrant un tonneau à Santa Croce, a fait les gros titres en 2004. Mais les produits chimiques ne sont pas le seul danger pour la santé : il y a aussi le poids des peaux. Pour les tâches laborieuses sous les fûts, le verbe *sbottolare*, abréviation de *sotto il bottale* (sous les fûts), a même été inventé. Il est utilisé pour décrire le travail de ceux qui doivent extraire les peaux du fût, après une étape de tannage, et les empiler sur une presse. Une peau de bœuf pèse entre 15 et 18 kilos, auxquels s'ajoutent entre trois et cinq kilos lorsqu'elle est mouillée. Les deux Sénégalais qui travaillent ici « sotto il bottale » soulèvent chaque jour 1000 peaux, soit plus de 20 tonnes, calcule fièrement leur chef. « Ils sont costauds », dit-il en faisant saillir ses biceps.

Un secteur à la dérive

« Celles-ci sont pour des sacs Gucci », nous explique le directeur de la tannerie. Il ouvre un emballage de plastique blanc qui enveloppe une pile de peaux dont le processus de tannage est terminé ; une peau douce, d'un bleu clair, celle d'un bœuf français : elle est maintenant « wet-blue », c'est-à-dire prête à être transformée dans l'une des entreprises voisines. Ce sont surtout les étapes suivantes, après le tannage, moins dures, moins toxiques et qui nécessitent plus de savoir-faire artisanal, qui ont un avenir à Santa Croce. Désormais, les trois quarts des cuirs transformés dans le quartier, principalement destinés à de grandes marques pour la fabrication de chaussures, de ceintures, de sacs ou de vestes, sont importés déjà au stade « wet-blue ». De nombreuses entreprises familiales se sont spécialisées dans des activités de niche. Une entreprise se concentrera surtout sur le raffinage de peaux de moutons mérinos ; d'autres sur des produits qui né-

cessitent un traitement plus complexe, comme les peaux de crocodiles ou de serpents. Ces dernières années, un grand nombre de tanneries spécialisées dans les premières étapes de préparation des cuirs, qui sont aussi les plus ingrates, ont fermé. Écharner, épiler... le Brésil, la Chine et l'Inde en sont aussi capables – et peuvent le faire à moindre coût, en raison des salaires plus bas, mais aussi de normes environnementales ou de contrôles moins stricts. Jusque dans les années 1970, les eaux résiduelles des tanneries, dans lesquelles on retrouve des composés métalliques toxiques, étaient épandues sans filtrage dans les sols de la Toscane : le goût d'œuf pourri était épouvantable, l'eau courante, dans les villages voisins, était tantôt verte, tantôt bleue, et les poissons mourraient en masse. En réaction aux vives oppositions de la popula-

Le processus

Des plantes aux produits chimiques

La production de cuir est un processus qui nécessite de nombreuses étapes et l'utilisation d'une large gamme de produits chimiques. Après l'abattage, il faut rapidement s'assurer de préserver les peaux et les fourrures encore putrescibles. Pour ce faire, elles sont généralement salées. Pendant le « travail de rivière », on prépare ensuite les peaux au tannage : la saleté, les poils, les restes de chair et la graisse sont éliminés. Le tannage en lui-même transforme les peaux périssables en cuir durable. Jusqu'au XIX^e siècle, les produits utilisés étaient essentiellement à base de plantes – mais un tel processus était fastidieux. Pour aller plus vite, 80 % du cuir est aujourd'hui tanné chimiquement. La plupart du temps, on utilise un sel minéral, l'oxyde de chrome III. Le processus de tannage dure alors moins d'une journée. Le sulfure de chrome utilisé se fixe entre les fibres de la peau, et relie entre elles les structures de collagène : c'est sa couleur bleue qui donne le fameux « wet-blue ». Enfin, on donne au cuir ses propriétés définitives : couleur, structure, souplesse, douceur et imperméabilité. Le cuir tanné vaut certes plus cher que les peaux brutes, mais ce sont les étapes suivantes de finition et de transformation qui apportent le plus de valeur ajoutée.

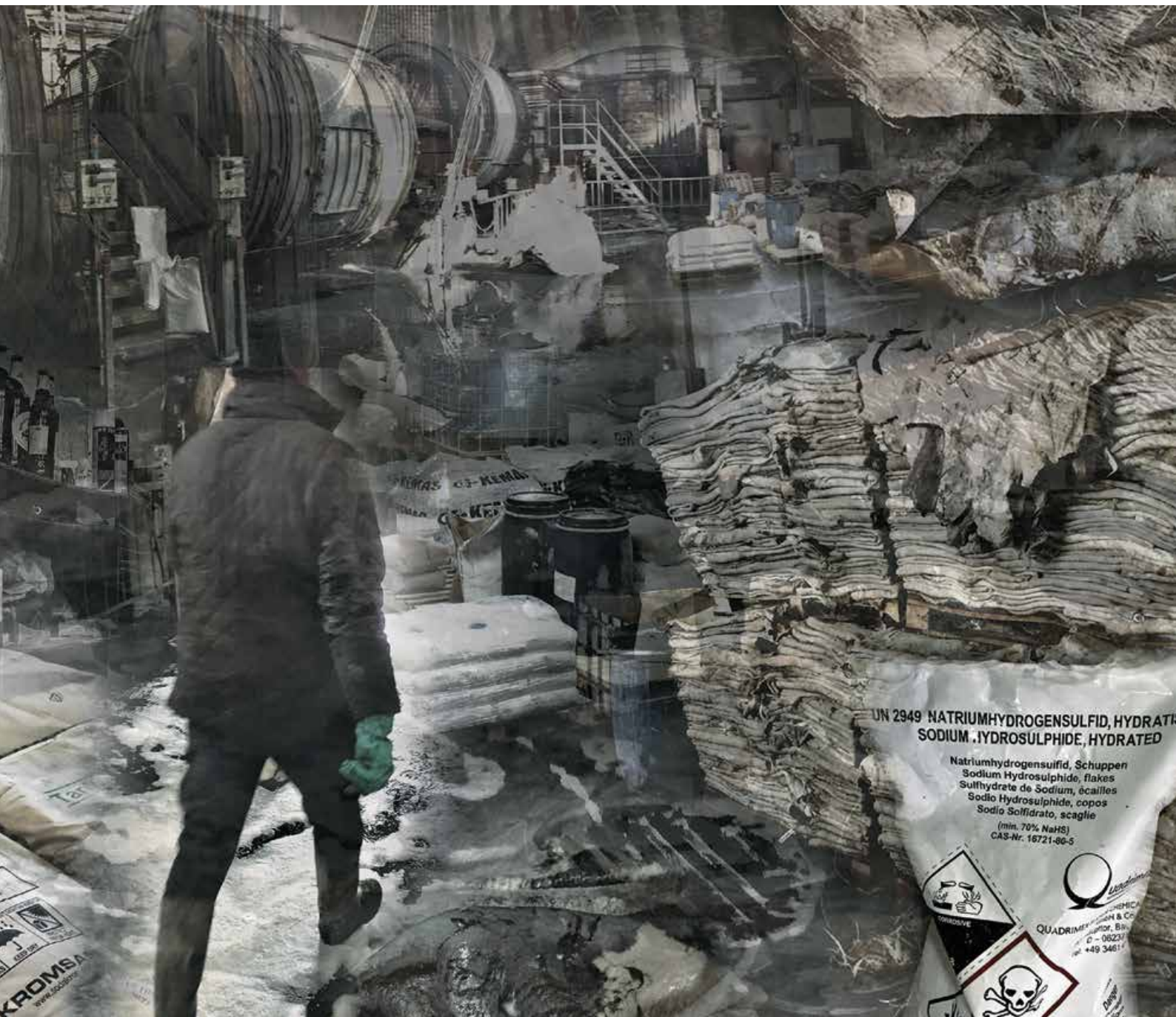
tion, d'importants investissements ont été réalisés : aujourd'hui, la situation est moins préoccupante, mais cette activité est aussi moins lucrative.

La politique de l'autruche

Ce qui frappe, lorsque l'on traverse le quartier, c'est la franchise avec laquelle les entrepreneurs s'expriment et la nonchalance qu'ils affichent alors qu'ils décrivent les journées de quatorze heures, les tumeurs et les charges de plusieurs tonnes. Pourtant, à Santa Croce, personne n'ose critiquer les tanneries qui sont l'une des rares sources d'emploi. Les autorités ne s'expriment pas à ce sujet, nous explique Francesco Gesualdi, qui a étudié de près l'activité des tanneries (*lire en page 24*) : « On pourrait croire que tout le monde est content. » Les autorités

parce que les tanneries contribuent à la prospérité de la région, les employeurs parce qu'ils trouvent du personnel qui travaille dur sans se plaindre, et les employés parce que c'est souvent leur seule possibilité d'avoir un revenu régulier qui leur permette tant bien que mal de subvenir aux besoins de leur famille et de soutenir leurs proches restés au pays.

Une grande partie du sale boulot qui doit encore être accompli dans les tanneries de Santa Croce est assuré par des Sénégalais. Dans les années 1990, ils ont commencé à remplacer les Italiens du Sud. Papa Demba est l'un d'entre eux. Il a trimé dans une tannerie jusqu'en 2007, et tente, sans succès jusqu'ici, de prouver que l'asthme dont il souffre provient de son contact prolongé avec des produits chimiques. Devenu syndicaliste, il se



décrit volontiers comme un « pont entre les migrants et les autorités ». Pendant que nous discutons dans son bureau, ce qu'il entend par là devient évident : il ne se passe pas cinq minutes sans qu'il reçoive un appel. Un travailleur n'a pas été payé par l'agence d'intérim. Un autre ne sait pas comment déposer sa demande d'allocation chômage. Beaucoup ont du mal à obtenir un permis de séjour : il faudrait un contrat de travail, que l'on ne peut obtenir... qu'avec un permis de séjour, ce qui oblige des centaines de milliers de migrants à vivre en Italie dans l'illégalité.

« Une question de dignité »

Papa Demba parle aux migrants en italien, en arabe, en anglais et en wolof, première langue du Sénégal. Entre-temps, il explique aussi en français qu'il est une exception : lui a réussi à sortir de la tannerie pour trouver une meilleure situation. « La grande majorité des Sénégalais fait le même sale boulot depuis des années, et ne gagne pas plus qu'au départ, même si c'est illégal. » Depuis la crise économique, la situation des migrants a empiré. Beaucoup ont perdu leur poste fixe et ne sont plus embauchés que par le biais d'agences d'intérim, parfois pour quelques heures seulement. Ils vivent dans la crainte de perdre leur emploi, une crainte systématiquement exploitée. Il nous parle aussi de ces hommes auxquels les machines ont coupé un doigt, qui se sont brisé les os en glissant sur les sols graisseux ou qui ont développé des tumeurs, et qui ont tout simplement été licenciés. Il en connaît des dizaines qui souffrent de troubles respiratoires ou visuels ou qui ont le dos déformé. Rares sont ceux qui bénéficient d'une retraite. « C'est un travail qui ruine la santé, souligne Papa Demba, mais je ne peux

interdire à personne de travailler. » Si quelqu'un accepte de s'éreinter pendant treize heures pour gagner un peu d'argent supplémentaire au noir, il ne peut pas faire grand-chose pour l'en empêcher. « La maladie est un problème à moyen terme. La pauvreté, elle, est immédiate. » Il ne peut que prévenir les travailleurs des risques encourus et de leurs droits. Et notamment du droit à l'information qui est constamment bafoué. « Les patrons ne veulent pas que les travailleurs connaissent leurs droits », précise Papa Demba, avant d'ajouter, presque furieux : « C'est une question de dignité. Il ne suffit pas de leur donner un travail. Si on leur enlève leur dignité, il ne leur reste plus rien. » •

Le travail

Entre risques sanitaires et précarité

En Inde, le tannage était déjà considéré comme une tâche sale et dangereuse bien longtemps avant que l'on ne commence à utiliser des produits chimiques nocifs – c'est l'une des raisons pour lesquelles il est généralement réalisé par des « Intouchables » ou des musulmans. Aujourd'hui encore, les accidents sont fréquents sur les machines vétustes ou à cause des substances toxiques. Les ouvriers (contrairement aux ateliers de fabrication de chaussures, les tanneries emploient principalement des hommes) ne sont peu ou pas du tout informés des risques, et les équipements de protection sont souvent inadéquats. Tumeurs, dermatites et maladies osseuses, articulaires ou des voies respiratoires sont des conséquences fréquentes du travail dans les tanneries.

L'un des risques sanitaires est lié à l'utilisation de chrome III. Certes, celui-ci est sans danger, mais, s'il n'est pas utilisé correctement, une formation de chrome VI est possible. Ce dernier est allergène, voire même cancérigène et toxique à haute dose. Il est dangereux non seulement pour les ouvriers, mais aussi pour les consommateurs : l'Union européenne a donc imposé, en 2015, une limite pour les résidus de chrome VI.

Les conditions d'embauche sont un autre problème dans ce secteur : les contrats à court terme, et le travail informel ou à la limite de la légalité sont la norme dans bien des cas. Il est donc particulièrement difficile pour les personnes concernées de se battre pour leurs droits sociaux. Un combat pourtant tristement nécessaire, étant donné que les salaires, dans les tanneries, sont loin de permettre une existence digne.



Une industrie à côté de ses pompes

Des salaires de misère



Dans presque tous les pays de production, l'industrie de la chaussure est l'un des secteurs où le salaire minimum est le plus bas. Les salaires effectivement versés sont souvent encore plus misérables. Force est de constater, en comparant différentes statistiques officielles que, dans la plupart des cas, le salaire minimum légal **est nettement plus faible que le salaire vital nécessaire à une personne pour couvrir ses besoins et permettre à sa famille de vivre dignement.**

Prenez l'exemple de la Roumanie : le salaire minimum légal correspond tout juste à 167 francs*. Pourtant, le gouvernement estime qu'une famille de quatre personnes a besoin de cinq fois cette somme, soit 788 francs, pour subvenir à ses

besoins. Cet exemple illustre la problématique des salaires de misère dans le secteur de la chaussure, une pratique qui ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe. Au début 2016, **les Albanaises (153 fr.), les Roumaines (190 fr.) et les Macédo-niennes (173 fr.) gagnaient en moyenne même moins que leurs homologues chinoises (438 fr.).**

Partout dans le monde, la situation est identique. En Indonésie, le salaire minimal est loin de garantir les besoins vitaux. En Inde, de nombreuses ouvrières gagnent nettement moins que la limite légale, déjà très basse. En Turquie, les ouvrières estiment que le salaire minimum de 356 francs devrait être doublé pour leur permettre de vivre dignement.

Pour les entreprises du secteur, peu importe dans quel pays sont fabriquées leurs chaussures, tant que les délais de livraison sont courts et que les coûts de production restent faibles. Elles n'hésitent pas à faire appel à de nombreux sous-traitants qui échappent à tout contrôle. En général, **plus les intermédiaires sont**

nombreux, plus les conditions de travail sont mauvaises et plus les salaires sont bas. L'empeigne, par exemple, est souvent cousue par des ouvrières qui travaillent à domicile et sont rémunérées à la pièce. Les tarifs varient, alors, en fonction du matériau utilisé, mais leur rémunération n'augmente malheureusement pas autant que la dureté de la tâche. En Inde, certaines travailleuses à domicile gagnent **moins de 13 centimes par paire.** En Indonésie, elles gagnent l'équivalent de 47 francs par mois. Si l'on retire les frais de transport à leur charge pour livrer leurs produits, il leur reste à peine 30 francs, **soit le quart du salaire minimum.**

De peur de perdre leur emploi, souvent l'unique source de revenu de la famille, **les travailleuses n'ont souvent pas d'autre choix que d'accepter un salaire de misère.**

* Tous les salaires indiqués ont été convertis en francs suisses au taux de change du 16.3.2017.

Des syndicats muselés



Dans l'industrie de la chaussure, les syndicats s'apparentent plus à un mythe qu'à une réalité. La plus grande partie des ouvrières interrogées dans le cadre de la campagne « Change Your Shoes » ne sont pas au courant de l'existence de syndicats dans leur usine, ou elles ne savent pas quel est leur rôle.

En Chine, **les ouvrières ne peuvent pas fonder de syndicat indépendant, mais seulement s'ins-**

crire à un syndicat contrôlé par l'État. Bien souvent, **les grèves sont violemment réprimées par les forces de l'ordre.** En Turquie, l'anti-syndicalisme prend des formes diverses. Les organisations syndicales sont réprimées, et ceux qui s'organisent malgré tout sont persécutés. Dans de nombreux autres pays également, **la liberté de réunion est limitée et les syndicalistes sont harcelés.**

Un secteur opaque



En matière de transparence, le secteur de la chaussure n'en est qu'à ses premiers pas : **les chaînes d'approvisionnement sont complexes, opaques et instables**, beaucoup de travaux sont effectués par des sous-traitants, les informations officielles sur le nombre de personnes employées dans le secteur, les pays de production et les conditions de travail sont lacunaires... Fin 2015, « Change Your Shoes » a donc décidé d'envoyer un questionnaire à 28 entreprises de chaussures, dont huit suisses. Les résultats sont extrêmement décevants. **La moitié des entreprises n'a tout simplement pas répondu**, et aucune de celles qui l'ont

fait ne peut prouver qu'elle met en place des mesures même minimales pour la protection des droits sociaux et humains.

À l'instar de l'industrie du textile, celle de la chaussure se distingue d'ailleurs aussi par des conditions de travail dangereuses, des salaires bas et l'absence de liberté syndicale. **Trop souvent, les marques ne savent pas elles-mêmes d'où viennent les différents éléments de leurs chaussures.** Tant que la lumière ne sera pas faite sur le lien entre les conditions de production et les marques, une amélioration ne sera pas possible. En raison du nombre important d'étapes de production et d'intermédiaires, une **transparence totale** sera difficile à obtenir. Mais c'est un défi qu'il est urgent de relever.

Pour faire valoir leurs droits, les ouvrières et les ouvriers doivent savoir pour quelles marques leurs usines travaillent. Les organisations de la société civile ont besoin d'infor-

mations pour pouvoir enquêter sur les différentes entreprises et les mettre face à leurs responsabilités. Les consommateurs et les consommatrices **ont également le droit de savoir où et dans quelles conditions leurs chaussures sont produites.** Les marques ne pourront pas éternellement se permettre de ne rendre aucun compte sur leur modèle d'affaires.

La première étape pourrait passer par la publication d'une **liste des fournisseurs et des sous-traitants.** Comme ces derniers changent souvent, il sera impératif, le cas échéant, d'actualiser ces registres chaque année. Une telle mesure devrait **concerner tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement, même les plus petits.** Pour une véritable transparence, les rapports d'audit, les mesures correctives prévues en cas de lacunes et le montant des salaires devraient **être rendus publics.**

Chine



Des grévistes tabassés et emprisonnés

Les activistes qui osent se battre pour les droits sociaux en Chine doivent s'attendre au pire.

En Chine, l'exode rural vers les régions industrialisées s'est fortement ralenti ces dernières années, ce qui provoque une pénurie de main-d'œuvre de plus en plus grave dans les centres urbains. De nombreuses entreprises installent désormais leurs sites de production dans des régions où les coûts sont faibles et la main-d'œuvre est disponible. C'est le cas de Lide Shoe, une entreprise taïwanaise, qui fournit de grands noms comme Cal-

vin Klein. En mai 2015, lorsque Lide Shoe a annoncé son intention de fermer son usine dans la province chinoise du Guangdong pour en ouvrir une nouvelle dans un endroit plus excentré, des manifestations ont été organisées sur l'ancien site : les ouvrières s'élevaient contre les cotisations sociales non versées et exigeaient que les personnes licenciées en raison de la fermeture de l'usine soient dédommagées. L'entreprise refusait de verser les compensations légalement obligatoires en cas de délocalisation et de payer les cotisations sociales.

Les « indésirables » derrière les barreaux

La dernière des trois grèves a été réprimée par une opération policière très violente et de grande ampleur : les grévistes ont été tabassés et des activistes locaux incarcérés. Les grèves ont malgré tout eu un impact : l'entreprise a fini par accepter de verser une somme importante pour dédommager le personnel licencié. Le gouvernement a cependant utilisé la grève pour se débarrasser d'opposants

indésirables. Cinq activistes ont été emprisonnés dans le cadre d'une vague de répression. Accusés de « rassemblements de masse visant à troubler l'ordre public », ils ont été privés pendant des mois de tout contact avec leurs avocats et leur famille, qui ont aussi subi de très fortes pressions.

Le découragement des activistes

« Change Your Shoes » a demandé la libération immédiate des personnes incarcérées ainsi que l'arrêt de la répression. Public Eye s'est adressée par écrit au Gouvernement suisse et a demandé qu'un accord soit trouvé pour l'amélioration des conditions de travail et la protection des droits sociaux et humains dans le cadre du dialogue sur les droits humains et de l'accord de libre-échange avec la Chine.

Aujourd'hui, cinq des six personnes incarcérées sont de nouveau libres – mais condamnées à des peines avec sursis allant jusqu'à deux ans. Un activiste est toujours en prison. Plus aucun d'entre eux n'a le courage de se battre.

Des contrats inexistants



Dans certains pays, les relations de travail informelles sont la règle. Ainsi, aucune des ouvrières interrogées par « Change Your Shoes » en Indonésie n'avait de contrat de travail

écrit. En Inde, beaucoup n'ont **ni contrat de travail ni lettre d'embauche**. En Turquie, les chaussures sont généralement fabriquées dans des ateliers de moins de dix personnes dans lesquelles **les contrats informels** sont très répandus – sans aucune mesure de protection sociale.

En Indonésie, la confection de l'empeigne est fréquemment sous-traitée à des travailleuses à domicile qui n'ont souvent ni contrat de travail ni protection sociale. Elles ne sont

que **rarement reconnues comme actives sur le marché du travail** : elles ne bénéficient donc d'aucune protection légale et ne sont pas prises en compte dans les statistiques. En 1996 déjà, le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT) admettait qu'il était **impossible de savoir combien de personnes travaillaient de manière informelle dans l'industrie du textile et de la chaussure**.

Des journées sans fin



Dans l'industrie de la chaussure, les journées de travail sont longues et les heures supplémentaires fréquentes. En Chine, les ouvrières admettent être souvent **forcées de travailler bien au-delà du raisonnable**. Si elles refusent, elles s'exposent à

des déductions de salaire, à **des humiliations ou à des insultes**. En Indonésie, entre trois et quatre heures supplémentaires sont effectuées chaque jour pour améliorer les revenus. Refuser, c'est **prendre le risque de ne plus jamais avoir le droit d'en faire**. En Turquie, il est normal de travailler jusqu'à 13 heures par jour dans les ateliers. Les heures supplémentaires représentent une part importante des revenus.

Même quand elles n'y sont pas forcées, les ouvrières en font malgré tout pour **rembourser les dettes**

contractées pour subvenir à leurs besoins quotidiens, souvent à des taux d'intérêt extrêmement élevés. De plus, le recours à une comptabilité parallèle est de mise : une liste pour les autorités, l'autre, non officielle, pour les employé·e·s. Le salaire minimum est versé sur le compte de l'ouvrière ; **les heures supplémentaires sont payées en liquide**. À court terme, cela peut sembler attrayant ; mais, à long terme, cela signifie qu'elles ne bénéficient pas de versements pour leur retraite ou leur protection sociale.

Indonésie

Des gévistes licenciées sans raison

Une usine a licencié 1300 ouvrières après une grève... Mais les grandes marques dont elle produisait les chaussures ne veulent rien entendre.

Fatiguées des violences physiques et verbales dont elles sont victimes, les ouvrières de l'usine PT Panarub Dwi-karya Benoa décident, début 2012, de s'organiser en syndicat pour se défendre.

L'entreprise refuse toute négociation et un appel spontané à la grève est lancé. Les quelque 2000 employées de l'usine – principalement des femmes – y répondent. Elles veulent faire valoir leur droit à une organisation syndicale, demandent des compléments de salaire et une amélioration des conditions de sécurité et de protection sanitaire.

La grève dure cinq jours. En guise de représailles, 1300 personnes sont licenciées. L'usine était l'un des principaux fournisseurs de la marque de sport japonaise Mizuno. Adidas aussi y faisait régulièrement fabriquer ses chaussures. Certaines des femmes cousaient des chaussures à l'usine depuis plus de cinq ans : les voilà aujourd'hui sans emploi.

La résistance continue

Aucune solution n'est encore en vue. L'entreprise a tenté de proposer des dé-

dommages insuffisants à quelques ouvrières, mais, malgré la situation financière dramatique dans laquelle elles se trouvent, aucune d'entre elles n'a accepté. Pour « Change Your Shoes » et ses partenaires locaux, il est clair que l'usine ne proposera pas de dédommagements acceptables sans pression de la part des marques internationales qu'elle fournit : Adidas et Mizuno. Jusqu'ici, les deux entreprises ont pourtant refusé de rencontrer les syndicats pour trouver une solution – sans parler, bien sûr, de participer financièrement au dédommagement des ouvrières.

Quatre ans plus tard, près de 350 ex-employées manifestent donc toujours régulièrement pour exiger le versement de primes de licenciement et, enfin, obtenir leur dû.

Des protections lacunaires



Dans l'industrie de la chaussure, les ouvrières et les ouvriers sont exposés à des **produits chimiques dangereux**. Les colles et les produits de nettoyage utilisés contiennent souvent du benzol, du dichlorométhane ou de l'hexane, des substances qui peuvent provoquer des **intoxications**. Un contact régulier avec du benzol peut même provoquer des leucémies. La vulcanisation de matériaux comme le latex, qui sert à la fabrication du caoutchouc, libère des

vapeurs toxiques qui provoquent des vertiges, des quintes de toux et des vomissements. Les troubles respiratoires comme l'asthme sont fréquents. L'environnement de travail est bruyant et poussiéreux. Dans les usines souvent mal ventilées, il peut **faire terriblement froid en hiver et très chaud en été**. Les sanitaires sont souvent insalubres et trop peu nombreux.

La formation sur les dangers de la manipulation de teintures, de colles et de solvants est souvent insuffisante, voire totalement inexistante. **Les équipements de protection** sont rarement mis à disposition. La plupart des ouvrières interrogées ont aussi expliqué aux enquêteurs de « Change Your Shoes » qu'elles n'étaient pas en mesure de faire leur travail correctement ou assez rapide-

ment pour atteindre les objectifs de la journée en portant un masque ou des gants. Elles préféreraient donc y renoncer. L'utilisation fréquente de machines vétustes augmente **les risques d'accidents**.

Le travail à domicile comporte des risques supplémentaires : lors de l'assemblage de la partie supérieure de la chaussure, une aiguille est introduite dans des perforations préparées sur le cuir. C'est un travail répétitif qui exige une certaine force, et le risque de blessure est grand. Les ouvrières travaillent souvent pendant des heures, assises par terre dans des positions très inconfortables. Avec, pour conséquences, des douleurs au dos, au cou ou dans les épaules, des problèmes de posture et des maladies chroniques aux doigts ou aux poignets.

Serbie



Des subventions pour enfreindre la loi !

L'entreprise Geox reçoit 9000 euros par emploi créé en Serbie – mais enfreint les droits fondamentaux des ouvrières de ses usines.

Les abus ont été dévoilés pour la première fois en juillet 2016 dans le journal local *Vranjske Novine* par Gordana Krstić, une ancienne ouvrière. Elle évoque les mauvaises conditions de travail dans l'usine de Geox, à Vranje, en Serbie, et décrit les évènements, les insultes et les contrats de travail inexistantes. Le plus choquant : une gérante de l'usine a même proposé aux ouvrières de porter des couches pour ne pas être obligées d'aller aux toilettes.

Pas de facturation, pas de contrat

Ces abus ne sont pas simplement inacceptables – ils sont aussi subventionnés !

Avant l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie, Vranje était un site majeur de production de chaussures. Pour réanimer ce secteur, le Gouvernement serbe offre à Geox la possibilité d'utiliser gratuitement le terrain, des conditions fiscales favorables et des investissements dans les infrastructures. L'entreprise italienne obtient même 9000 euros de subventions par personne embauchée. Geox, en contrepartie, promet d'employer au moins 1250 personnes et de verser des salaires de 20 % supérieurs au minimum légal.

Pourtant, la plupart des 1250 ouvrières ne reçoivent que le salaire minimum de 182 francs par mois. La vérification des sommes versées, notamment pour les heures supplémentaires, est difficile : rares sont les employées qui reçoivent des fiches de paie ou qui disposent même d'un contrat de travail. Gordana, par exemple, a trimé pendant 70 jours sans contrat de travail. Et son cas n'est pas isolé. Les horaires sont souvent fixés arbitrairement, et aucune protection sociale n'est offerte entre deux contrats.

Premiers succès

La plupart des ouvrières n'osent pas se défendre. Elles ont trop peur de ne pas trouver d'autre emploi à Vranje, où le taux de chômage est extrêmement élevé.

Pourtant, certaines ont décidé de ne plus accepter la situation sans rien dire. Avec « Change Your Shoes », elles ont choisi de se défendre : elles ont fondé un syndicat et commencé à faire pression sur Geox. Avec un premier succès : les heures supplémentaires sont maintenant réglementées, les fiches de salaire envoyées. Certains problèmes persistent et la lutte pour l'amélioration des conditions de travail à Vranje se poursuit.

En Italie aussi

Et pas seulement à Vranje. Les chaussures produites en Serbie sont ensuite exportées vers Treviso, au nord de Venise, où Geox a implanté son centre de logistique. La quasi-totalité du personnel est composée ici de migrants – principalement des hommes, mais aussi quelques femmes. Les caisses qui doivent être manipulées sont lourdes, nous raconte un travailleur ivoirien. Mais pas aussi lourdes que par le passé, car les employés ont réussi à en faire limiter le poids. À l'aide de syndicats, ils ont obtenu une légère augmentation des salaires, et se sont opposés aux heures supplémentaires excessives. Le prochain objectif est d'obtenir une cantine. « Il y a encore beaucoup à améliorer, nous confie notre témoin, mais ça avance. »

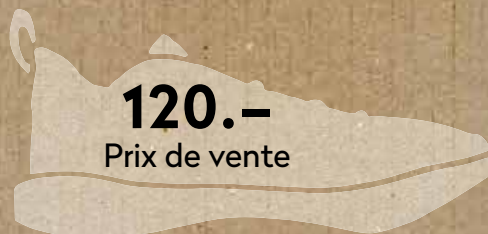
Salaires de misère

Travailler toujours plus pour gagner peu.

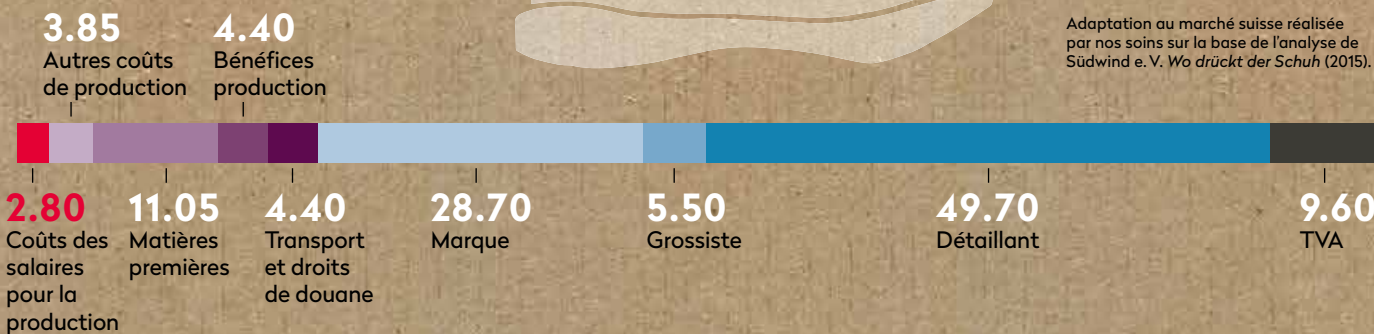
Travail physique pénible, maigres rémunérations, contrats précaires et protection lacunaire : les conditions de production dans l'industrie mondiale du cuir et de la chaussure sont scandaleuses.

À QUI PROFITE LE CRIME ?

en francs



Adaptation au marché suisse réalisée par nos soins sur la base de l'analyse de Südwind e.V. *Wo drückt der Schuh* (2015).



SALAIRES DE MISÈRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE en francs

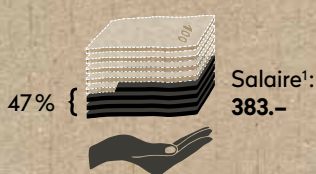
CHINE (Guangdong)
Salaire vital² : 632.-



ROUMANIE
Salaire vital² : 355.-



TURQUIE
Salaire vital² : 822.-



INDE (Uttar Pradesh)
Salaire vital³ : 284.-



ALBANIE
Salaire vital² : 630.-



¹ Salaire moyen déterminé
² Salaire vital estimé
³ Salaire vital selon l'Asia Floor Wage Alliance
{ Part du salaire effectif par rapport au salaire vital

Ce graphique présente la différence entre les salaires effectifs généralement perçus dans l'industrie de la chaussure et le salaire vital. Un salaire vital est un revenu qui suffit à couvrir les besoins élémentaires d'une famille de deux adultes et de deux enfants sans heures supplémentaires ni suppléments de salaire, et permet de dégager 10 % de marge pour des dépenses importantes ou des économies.

Sources : « Change Your Shoes » et estimations par nos soins.

Consommation

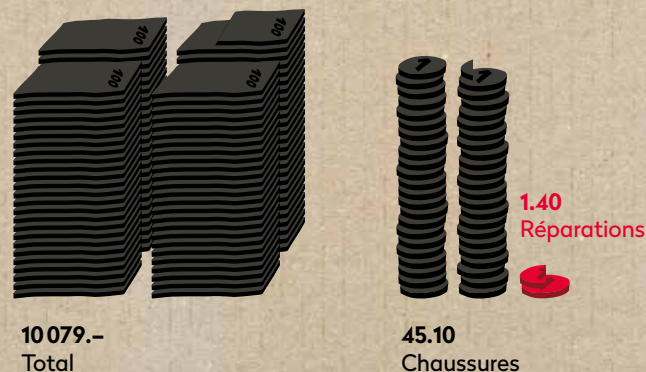
Combien un foyer suisse dépense-t-il en moyenne pour ses chaussures ?

Par mois, en francs

DÉPENSES EN 1936



DÉPENSES EN 2014



Source : Office fédéral de la statistique

Cartographie de la chaussure

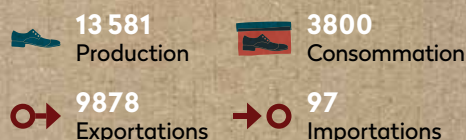
Production et vente de chaussures à travers le monde

LES FLUX DU COMMERCE INTERNATIONAL DE CHAUSSURES

en millions de paires en 2015

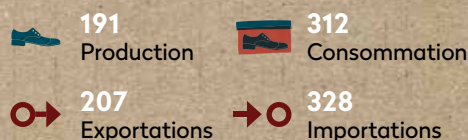
CHINE

Leader du marché, le pays produit plus de 3,5 fois plus de chaussures qu'il n'en achète. 60 % des exportations sont des chaussures en caoutchouc ou en matière synthétique.



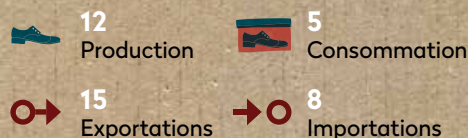
ITALIE

Exporte surtout des chaussures en cuir (60 %). Avec une moyenne de 46,13 francs la paire, les chaussures exportées d'Italie figurent parmi les plus chères du monde.



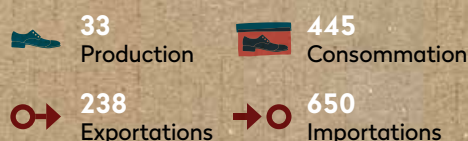
ALBANIE

80 % des exportations sont des chaussures en cuir ou des éléments de chaussures. Et 87 % des exportations de chaussures albanaises sont destinées à l'Italie.



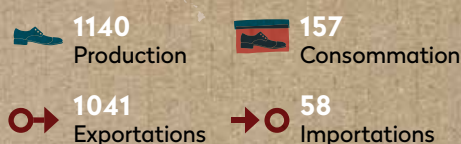
ALLEMAGNE

Ne figure plus parmi les gros producteurs de chaussures, bien que le pays soit la première place européenne pour le commerce de chaussures. 42 % des importations proviennent de Chine.



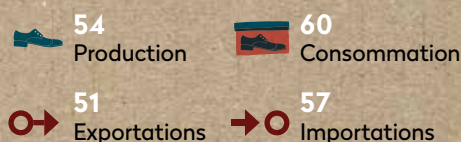
VIETNAM

Deuxième exportateur mondial, dont 92 % des exportations sont destinées à la Chine.



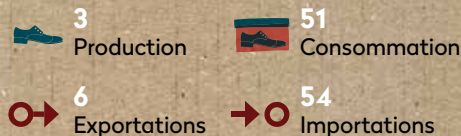
ROUMANIE

55 % des exportations sont destinées à l'Italie. 65 % des exportations sont des chaussures en cuir.



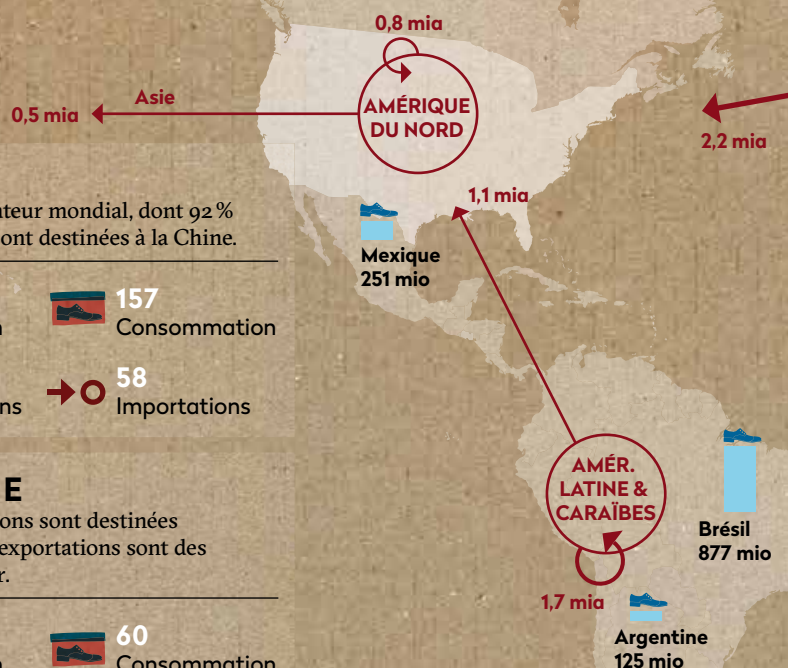
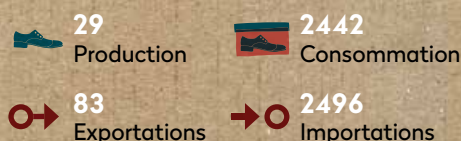
SUISSE

46 % des chaussures importées (soit 24 mio de paires) proviennent de Chine. En raison du prix plus élevé de ses chaussures, l'Italie est toutefois la première source d'importation en termes de valeur.



ÉTATS-UNIS

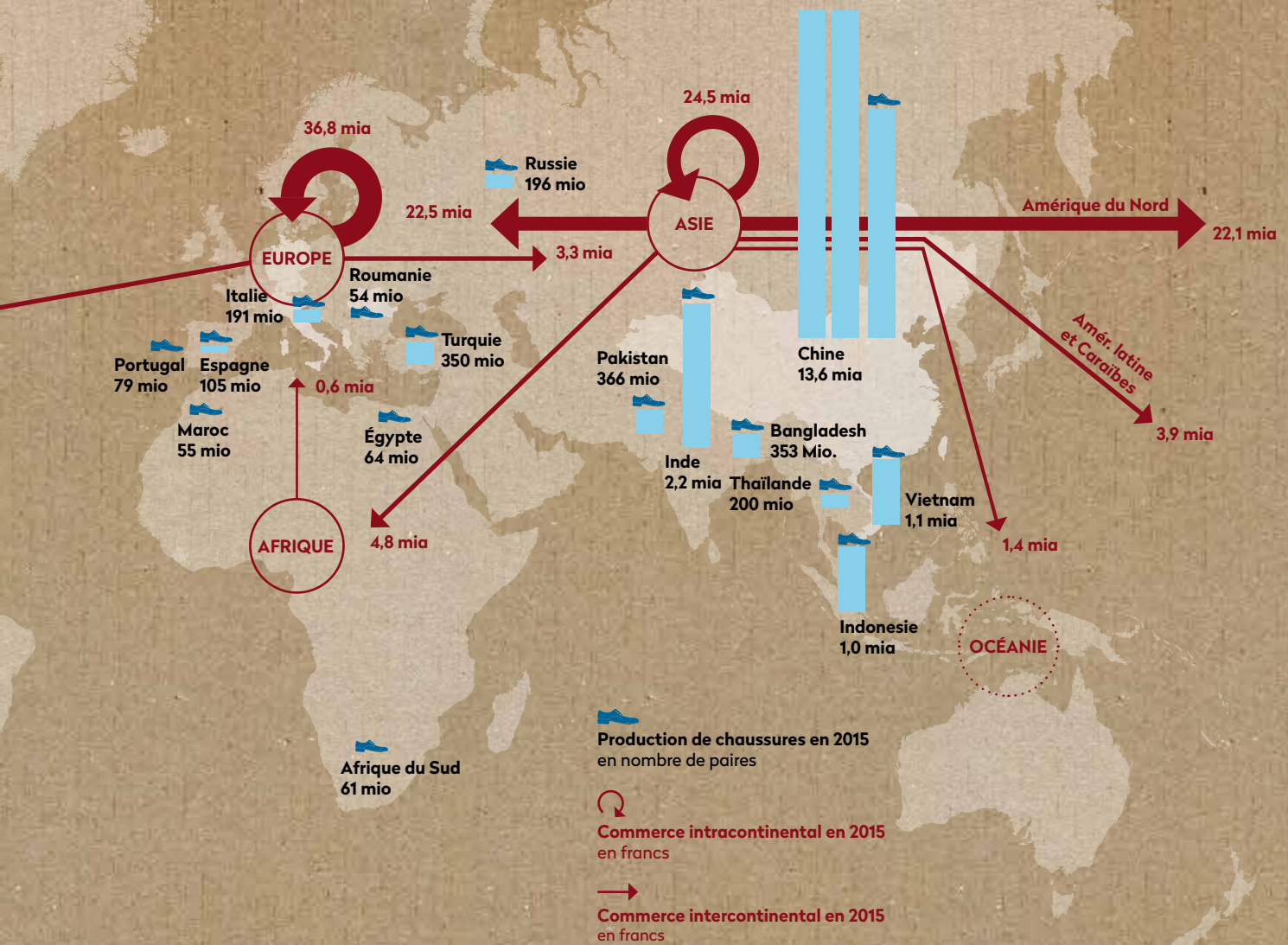
Premier importateur de chaussures du monde. 76 % des chaussures importées proviennent de Chine.



ACHATS DE CHAUSSURES

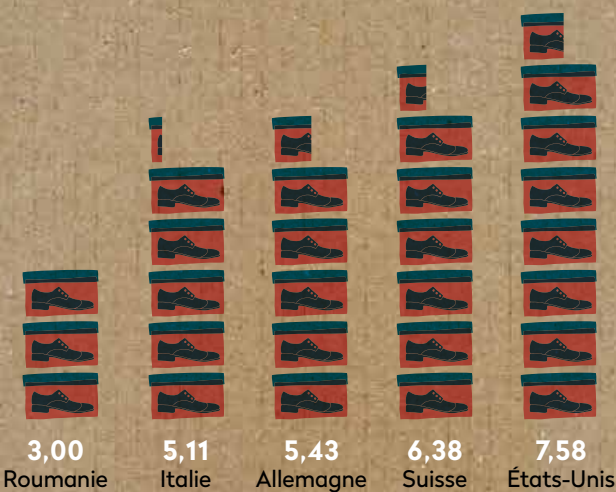
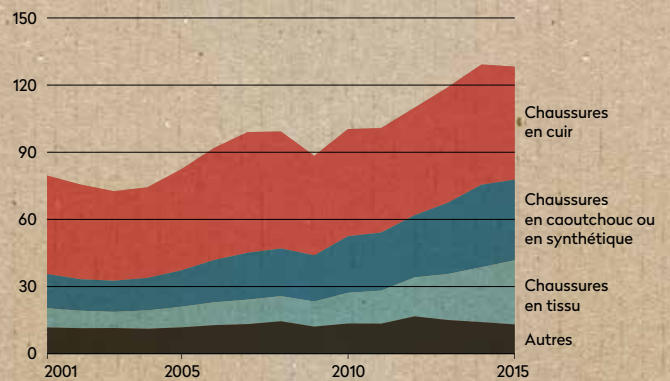
par habitant en 2015, en nombre de paires





EXPORTATIONS MONDIALES DE CHAUSSURES

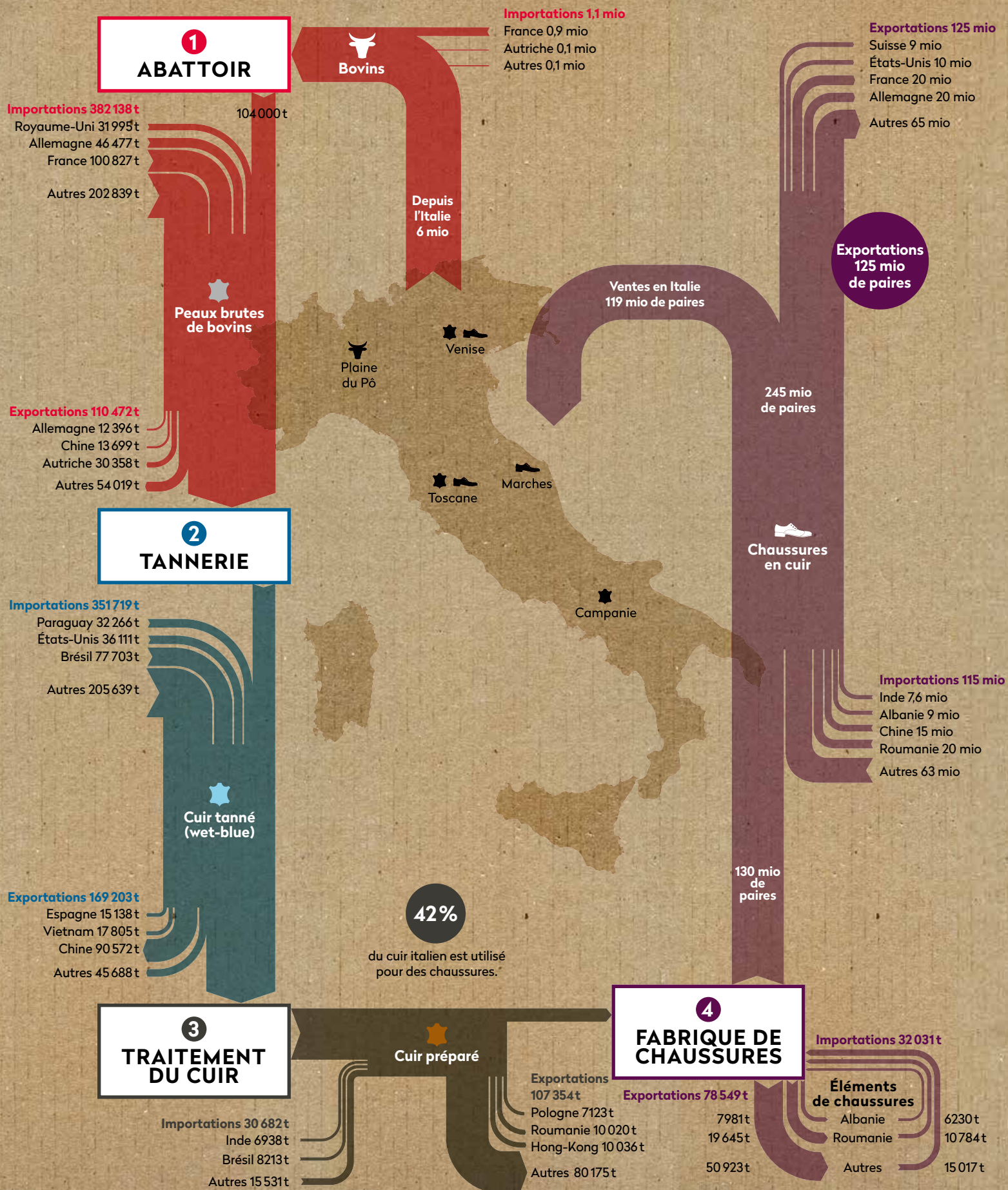
en milliards de francs, 2001-2015



Made in Italy

Mais dans quelle proportion ?

De la vache au produit fini, une chaussure en cuir pourrait être entièrement confectionnée en Italie. Mais la production est en fait extrêmement mondialisée et seule une fraction des étapes de fabrication des chaussures « Made in Italy » est effectivement réalisée sur le sol italien.



Estimations réalisées par nos soins, pour 2015, à partir de la base de données Trade Map du Centre du commerce international, du Recueil de statistiques mondiales sur les cuirs et les peaux brutes et préparés et les chaussures de cuir 1999 - 2015, et du rapport annuel de l'UNIC 2015.

La résignation au quotidien

Les marques italiennes et allemandes se tournent de plus en plus vers l'Europe de l'Est et du Sud pour faire produire leurs chaussures par des milliers de travailleuses pour un salaire de misère. Rencontre avec Arjana, une ouvrière albanaise exploitée.

Il fait froid. Le bruit est assourdissant. L'air est vicié par une forte odeur de colle. Nous sommes dans une usine de la zone industrielle de Durrës, ville portuaire située à 30 minutes de la capitale, Tirana. Ce vendredi de janvier, la neige tombée deux jours plus tôt, recouvre encore les sols gelés. Les habitants de la région n'en avaient pas vu autant depuis 32 ans. Alors, ils sont sortis affronter le froid pour s'amuser dans la poudre, avant de se réfugier sous leurs couvertures. En Albanie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe, le chauffage central est un luxe.

Pour supporter les basses températures, les quelque 200 personnes qui travaillent dans l'usine – en grande majorité des femmes, beaucoup âgées de 20 ans à peine, certaines de plus de 50 ans – portent d'épais manteaux. Presque personne ne porte de gants de protection, car, pour assurer son travail, il est indispensable de garder les mains agiles. Comme ce jeune homme qui nous parle, tout en insérant distraitemment un morceau de cuir dans une machine vétuste et bringuebalante. Une vision qui fait froid dans le dos. Plus loin, trois femmes étalent de la colle, dont les effluves nous semblent insupportables, sur des pièces de chaussures ; elles ne portent pourtant de masque.

L'aliénation du travailleur

Au fond de l'usine, d'énormes machines, principalement manipulées par des hommes, tranchent le cuir et le plastique, tels des emporte-pièces géants. Des formes métalliques de diverses tailles trônent sur les étagères environnantes. Les ouvriers les placent sur des bandes de cuir ou de plastique, puis les pressent à l'aide d'un énorme « tampon ». L'opération est répétée jusqu'à ce qu'il ne reste plus que des lambeaux. Les machinistes nous expliquent, au fur et à mesure, à quelle partie de la chaussure chaque pièce ainsi produite est destinée. « Cette pièce est pour l'empeigne », « celle-ci sert à renforcer le talon », « celle-là... aucune idée », nous concède un jeune homme d'un ton légèrement embarrassé.

C'est à cela que faisait référence Artemisa Ljarja, quand elle évoquait l'aliénation du travailleur selon Karl Marx pour expliquer le rapport du personnel des usines avec les pièces qu'ils produisent. Après avoir mené de nombreux entretiens dans les fabriques, la chercheuse albanaise a constaté que la plupart des personnes interrogées ne cherchent même pas à savoir pour quel modèle de chaussure ou pour quelle marque elles travaillent, ni à qui reviennent les bénéfices de leur labeur. « Tout ce qu'ils veulent, c'est arriver au bout de leur journée de travail et rentrer chez eux. »

« Fabriqué en Italie »

Dans une autre partie de l'usine, des femmes sont assises face à des tapis roulants. Elles travaillent à la chaîne : la première coud une languette, la suivante ajoute un rembourrage et une troisième la coud sur une chaussure. Les mêmes gestes répétés à longueur de journée, dans le brouhaha des machines, sans échanger un seul mot. Dans une salle adjacente, deux hommes s'affairent autour d'une table où se consume une bougie. Le premier découpe à la chaîne des pièces de trois centimètres dans un ruban de plastique. Son collègue brûle les deux bouts sur la bougie, puis les presse l'un contre l'autre pendant quelques secondes pour les coller. Ce sont les œillets à travers lesquels les lacets seront enfilés.

Enfin, les chaussures sont mises dans des cartons, qui sont ensuite empilés le long des murs de l'usine. Elles sont estampillées d'une marque qui se vante de vendre des produits « strictement fabriqués en Italie » sur des « sites de production dernier cri ».

L'empreinte de la misère

En Albanie, l'industrie du cuir et de la chaussure emploie près de 30 000 personnes – dont plus de 90 % sont des femmes. C'est du moins ce qu'annoncent les chiffres officiels, mais personne ne sait ce qu'il en est, en réalité, tant le secteur manque de transparence et le travail clandestin



est répandu. La plupart des fabriques ressemblent à des prisons, entourées de hauts murs et protégées par des gardiens. À leurs abords, deux ou trois vieux autocars flanqués d'inscriptions comme « Travel like a star » ou « Experience bus » sont stationnés. Les stars en question sont des ouvrières, l'expérience une journée à répéter les mêmes gestes à la chaîne. Les autocars transportent chaque matin les travailleuses jusqu'à l'usine, pour les raccompagner chez elles en soirée, dans les banlieues environnantes. Les chauffeurs refusent de nous dire jusqu'où ils les reconduisent.

Pour un salaire de misère

L'essentiel de la production albanaise est destiné à des marques italiennes. Avec les vêtements, les chaussures figurent parmi les plus importantes exportations du pays, qui promeut activement ses atouts concurrentiels : une proximité géographique avec les marques européennes, une stabilité politique, une population jeune et, avant tout, des salaires des plus compétitifs. En Albanie, le salaire minimum légal s'élève à 150 francs suisses par mois, un niveau inférieur aux pays voisins, et même à celui de la Chine ! Et, dans bien des cas, ce maigre revenu ne peut être atteint qu'en accumulant les heures supplémentaires. Est-il possible, avec 150 francs par mois, de subvenir aux

besoins d'une famille ? Arjana Bajrami (nom d'emprunt) est la preuve qu'on peut y arriver, d'une manière ou d'une autre... Usée par la vie, on lui donnerait facilement plus que ses 32 ans. Arjana vit avec son mari et leurs deux fils à Bathore, un des plus grands bidonvilles de Tirana. Après la chute du communisme, en 1991, des milliers de familles ont quitté les zones rurales pour fuir la pauvreté et chercher du travail à Tirana. D'innombrables maisons ont été construites sans autorisation et sont, aujourd'hui encore, en chantier. Mais des chantiers habités...

Dans les bidonvilles de Tirana

Sur le chemin de terre qui mène à la maison des Bajrami, de vieilles Mercedes avancent en râlant et, sur le bas-côté, un homme met le feu à ses ordures ménagères. La maison des Bajrami compte quatre pièces : une chambre pour les parents, une pour les deux fils – qui sert également de cuisine – une salle de bain et un salon. Un des deux garçons dort sur un vieux canapé délavé, car il n'y a qu'un seul lit dans la chambre des enfants. Le sol est jonché de carrés de mousse pour se protéger les pieds du froid mordant du béton. Arjana nous invite dans le salon, seule pièce un tant soit peu chauffée par un four à bois. Elle nous propose un bonbon à la menthe, prépare du café sur un réchaud de camping et commence son récit. Après

l'école, ses parents « très traditionalistes » l'ont empêchée d'apprendre un métier, afin qu'elle reste à la maison à s'occuper des enfants pendant que son mari irait au travail. Mais, il y a quatre ans, son fils aîné, Rigers, a dû être hospitalisé. Dysfonctionnement d'une valve cardiaque, hémorragies internes, forte fièvre, le visage bleui, une opération était inévitable. Le montant de la facture s'élève à 8000 francs suisses ; une fortune rassemblée par les Bajrami auprès de leurs proches et de leurs voisins, et qu'ils sont loin de pouvoir rembourser. Puis, son mari a perdu son emploi et a dû se rabattre sur des mandats temporaires. Actuellement sans travail, il doit se contenter de quelques petits boulots occasionnels qu'il accomplit par-ci par-là et lui rapportent 3 ou 4 francs.

« Le pire, c'est la colle »

Il y a deux ans, Arjana a finalement décidé de parcourir les quelques kilomètres qui la séparent de l'usine pour demander du travail. Elle a tout de suite été embauchée. Une superviseuse lui a montré les gestes à réaliser. Elle s'est très vite retrouvée rivée à la machine sur laquelle elle travaille encore. Son poste consiste à enduire de colle un embout de protection destiné à l'avant de la chaussure, de le passer au four pendant quelques secondes, puis de le fixer sur le cuir. « Le pire, nous dit-elle, c'est l'odeur de la colle. » Elle ne porte pas de masque : « J'ai déjà tellement de mal à respirer. » La colle provoque des somnolences et elle souffre souvent de maux de tête. « Mais je m'accroche. » Car elle doit coller 500 pièces par jour, ce qui est à peine possible pour un modèle de chaussure complexe. Si elle n'atteint pas son objectif, elle doit faire des heures supplémentaires – non rémunérées. Elle a vu des collègues se faire broyer les doigts dans des machines, d'autres s'évanouir à cause de la chaleur insoutenable en été, mais, en ce moment, il fait très froid dans l'usine et elle porte donc en permanence un gros pull en laine, mais pas de manteau ni de gants. « Je ne serais pas assez mobile, nous explique-t-elle, le tapis roulant tourne tellement vite. » Arjana ne sait pas pour quelle marque elle travaille, elle sait uniquement que les matériaux proviennent d'Italie et d'Allemagne. Les chaussures qu'elle fabrique seront vendues plus de 200 euros – soit bien plus que son salaire mensuel. Les bottes d'hiver qu'elle porte, produites en Chine, lui ont coûté moins de 2 francs auprès d'un vendeur ambulancier.

Criblée de dettes

Arjana travaille tous les samedis, parfois même le dimanche. Elle se lève à 5 h 30 et prépare son déjeuner et celui de ses fils : du pain avec des œufs brouillés et du fromage, souvent remplacés par une tartine de margarine à la fin du mois. Elle se rend ensuite à pied au travail, et ne rentre à la maison qu'après 16 h. Elle prépare alors sa

pâte à pain, quand elle n'est pas à court de farine, comme c'est le cas en ce moment. Sur le four à bois est disposée une grande casserole d'eau, avec laquelle la famille fait sa toilette. Dans la salle de bain, il y a bien une douche, mais personne ne l'utilise, car les factures d'électricité et la stère de bois qui, consommée avec modération, permet de se chauffer pendant un mois, engloutissent déjà les deux tiers du salaire d'Arjana. Le soir, la famille mange souvent des pâtes, parfois des pommes de terre, au mieux des haricots blancs. Arjana doit faire le tour des petits magasins de son quartier pour trouver ses pâtes, sa farine et son huile au meilleur prix. Car elle est criblée de dettes. Hier encore, un commerçant est venu chez les Bajrami pour demander quand ils pensaient lui rembourser l'argent qu'ils lui doivent. « Il a accepté d'attendre encore un peu », nous confie Arjana. Ses deux fils n'ont jamais mangé au restaurant de toute leur vie. Ils n'ont même jamais mis les pieds au centre de Tirana. « Le bus coûte trop cher, nous explique leur mère et, de toute façon, ils





n'y verraient que de belles choses que nous ne pouvons pas leur acheter. »

« Que pourrais-je faire d'autre ? »

Quels sont les rêves d'Arjana pour l'avenir ? « Que les garçons restent en bonne santé, nous répond-elle spontanément. J'aimerais pouvoir rembourser nos dettes. Et avancer dans les travaux de la maison. » À commencer par le toit, qui n'est pas étanche et laisse passer la pluie. « Et j'aimerais que mon mari retrouve enfin un travail. » Ce qu'elle souhaiterait plus que tout, ce serait partir pour trouver une vie moins difficile et des perspectives d'avenir pour ses fils. Mais où, elle ne le sait pas. En attendant, elle continuera de se lever à 5 h 30 pour se rendre à l'usine, s'installer devant sa machine et fabriquer ses 500 pièces, dans le bruit et les odeurs de colle. « Que pourrais-je faire d'autre ? » se demande-t-elle. Mais cette question est rhétorique. Le plus marquant chez les Bajrami, au-delà de leur criante pauvreté, est cette absence de perspectives qui paralyse leur quotidien.

La famille arrive-t-elle quand même parfois à oublier tous ses soucis ? Arjana réfléchit longtemps. Puis, elle se souvient que, il y a quelques semaines, lors de l'anniversaire de Rigers, ils ont acheté un gâteau qu'ils ont mangé ensemble : « C'était un beau moment. »

Une production délocalisée

Mensonge sur l'étiquette

En Roumanie, en Pologne ou en Macédoine également, des millions de chaussures « italiennes », « allemandes » ou « grecques » sont fabriquées chaque année. Le concept de « perfectionnement passif » (*ou outward processing trade*) permet aux entreprises d'exporter des produits semi-finis pour être fabriqués à l'étranger, puis de réimporter les articles finis sans payer de droits de douane. Les pays est-européens sont considérés comme de simples ateliers de couture bon marché, dont le travail ne produit quasiment aucune valeur ajoutée. Les marques européennes profitent des courts délais de livraison que permet la proximité géographique de ces pays : une réactivité précieuse pour suivre le rythme effréné de la mode éphémère. Elles économisent ainsi les coûts de transport qu'impliquerait un approvisionnement sur les marchés asiatiques, préservent leur réputation et ont accès à une main-d'œuvre souvent bien formée – le tout, en profitant de salaires extrêmement bas, même à l'échelle mondiale.

Le dernier cordonnier de Tirana

Luan Hima fabrique des chaussures sur mesure au cœur de la capitale albanaise. Resté fidèle à son métier, il n'aurait jamais accepté de travailler dans une usine.

Une jeune femme entre dans la boutique. Elle n'a pas résisté à la tentation d'acheter une paire de chaussures trop étroites dans une grande surface. Et, maintenant, elle aimerait les faire élargir. « Ska problem », lui répond Luan Hima, elle pourra passer les récupérer dès le lendemain. Un cinquantenaire souhaite rehausser ses souliers pour pouvoir les porter en hiver. « Ska problem », pour 800 leks (environ 6 francs), il ajoutera le cuir nécessaire. Même réponse au client qui veut ajouter une semelle à ses souliers. Aucun problème pour Luan Hima.

Sur mesure

« C'est pour rendre service que je fais des réparations », explique le cordonnier de 55 ans, drapé dans son tablier taché de colle. Son cœur de métier, c'est la fabrication sur mesure. Depuis 20 ans, Luan Hima tient sa petite boutique au centre de Tirana, sur la *Rruga e Saraçëve*, la « rue des Artisans ». Ses clients sont surtout des hommes. Les deux tiers d'entre eux s'adressent à lui car ils ont les pieds trop grands ou plats, les autres « parce qu'ils savent ce qu'ils trouveront ici : de belles chaussures pratiques en cuir de veau ». Il n'en fabrique plus pour les femmes. « La mode féminine change tellement vite que je n'arrive plus à suivre. »

Le père de Luan Hima était déjà cordonnier, et il est lui-même un des rares Albanais à avoir continué dans l'artisanat après la chute du communisme, plutôt que de céder à la tentation des prétendues possibilités d'enrichissement rapide. « Je fais des chaussures parce que c'est ce que je sais faire », nous explique-t-il.

Un savoir-faire rentable

Aujourd'hui, il est le seul cordonnier de la rue des Artisans – et même de tout Tirana, pense-t-il. « Je n'en connais aucun autre qui fabrique encore des chaussures. » Et ce statut de dernier cordonnier de la ville lui vaut une certaine reconnaissance : son visage est connu de tous et on le salue toutes les deux minutes à travers la vitrine de sa boutique.

Luan Hima travaille avec sa femme, qui se charge de coudre les empeignes sur la partie supérieure

des chaussures. À eux deux, ils produisent chaque mois 150 paires, qu'ils vendent entre 20 et 32 francs. Il n'aurait jamais accepté de travailler dans une usine. « Ce qu'ils gagnent là-bas est inacceptable », s'emporte-t-il. Lui gagne au moins trois fois plus que le personnel des usines. Sa famille vit dans une belle maison, ils ont une voiture, et on le reconnaît dans la rue, « tout cela grâce aux chaussures ».

Après 40 ans de service, Luan Hima envisage de lever un peu le pied. Mais ce qui l'inquiète le plus, c'est que son métier pourrait disparaître avec lui. « Les jeunes ne s'intéressent plus à l'artisanat », regrette-t-il. Quand il pense à l'avenir de son fils de 21 ans, il reconnaît qu'il préférerait le voir embrasser une carrière de médecin. Mais il lui transmet néanmoins son savoir-faire. « Je trouve qu'il a un certain talent. » ■





Tenir bon face au lobby du cuir

Francesco Gesualdi a mené l'enquête sur les conditions de travail dans les tanneries italiennes. Ce qu'il a révélé n'a pas plu à l'industrie du cuir. Voici l'histoire d'un battant qui a toujours refusé de transiger face aux pressions du secteur.



« De l'amertume », soupire Francesco Gesualdi. Difficile pourtant d'associer ce mot avec l'homme qui vient, trois heures durant, de nous faire un récit engagé, d'une voix alternativement douce et ferme. Cet ancien infirmier de 67 ans, au regard vif et curieux, nous reçoit dans l'ancienne étable d'une ferme rénovée de Vecchiano, un petit village situé à quelques kilomètres au nord de Pise. Depuis vingt ans, il partage cette maison avec sa femme et trois autres familles, une solution née il y a bien des années du besoin de rassembler sous un même toit les projets d'engagement social et l'activisme politique. Par le passé, Francesco s'est opposé au géant fruitier Del Monte, a réussi, avec un petit groupe, à obtenir qu'un producteur de jouets italien soit tenu responsable d'un incendie mortel dans l'usine de l'un de ses fournisseurs chinois, et a publié une liste des familles et des institutions qui se partagent le pouvoir économique et médiatique en Italie. C'est clair : Francesco n'a pas peur de se confronter aux puissants. Il semblerait plutôt qu'il recherche sans cesse cette confrontation – par conviction, mais aussi parce qu'il semble y prendre un certain plaisir.

La mission

Pourtant, lorsqu'on lui demande ce qu'il a retenu des événements de l'année passée, il n'y a plus aucune trace de ce plaisir. Francesco a plutôt l'air fatigué et désillusionné quand il nous répond : « De l'amertume. » Que s'est-il passé ? L'organisation de Francesco, le Centro Nuovo Modello di Sviluppo, qui participe à la Campagne Clean Clothes en Italie, fait aussi partie des 15 organisations européennes et des trois asiatiques qui participent à l'initiative « Change Your Shoes »*, qui s'engage pour « une chaîne d'approvisionnement éthique, durable et transparente dans la production de chaussures ». Ce projet de sensibilisation de trois ans a obtenu le soutien financier de l'Union européenne dans le cadre de l'Année européenne pour le développement en 2015 avec, pour slogan, « Notre monde, notre dignité, notre avenir ». L'objectif de « Change Your Shoes » est d'enquêter sur les conditions de travail dans la production de chaussures, notamment en cuir, de publier les résultats et de permettre des améliorations – des tanneries aux boutiques, de l'Italie à l'Europe de l'Est en passant par la Turquie, l'Indonésie et la Chine. L'Italie joue un rôle décisif, notamment dans la production

* Plusieurs organisations de « Change Your Shoes » font aussi partie de la Campagne Clean Clothes, coordonnée par Public Eye en Suisse. Public Eye ne fait pas partie du projet financé par l'Union européenne, mais participe par ses propres moyens aux recherches et à la campagne.

de cuirs haut de gamme. Francesco a donc décidé de se rendre à Santa Croce sull'Arno, une petite ville non loin de son domicile, pour passer au crible l'une des trois plus grandes régions de tanneries du pays.

L'omerta

Francesco commence ses recherches, pose des questions aux autorités, demande à des collègues d'organiser des entretiens dans les tanneries. Avec ses collègues, il a rapidement remarqué que ce ne serait pas facile.

« Obtenir des renseignements, même les plus élémentaires, comme le nombre d'employés du secteur, était très difficile. Lorsque nous nous sommes intéressés à la légalité des emplois, au droit du travail ou aux aspects environnementaux, les portes se sont fermées définitivement. C'est l'omerta. La tannerie est pour ainsi dire le seul secteur d'activité de la région : on la défend donc, par tous les moyens. »

Mais la petite équipe de Francesco n'en démord pas et, en décembre 2015, elle publie un rapport de 48 pages intitulé « A Tough Story of Leather ». Il décrit les conditions de travail précaires et les infractions à la loi en matière d'embauche, de salaires, de santé et de sécurité perpétrées par les entreprises. Quelques médias locaux en parlent et un reportage est diffusé par une radio nationale. L'écho médiatique n'est pas énorme.

Un sentiment désagréable

Fin janvier 2016, l'Union européenne s'en mêle : la direction générale de la collaboration internationale et du développement (DG Devco), qui supervise le projet, entre en contact avec l'initiative « Change Your Shoes », et lui fait part du mécontentement de deux associations professionnelles. Elles craignent que celle-ci ne nuise à la confiance des consommatrices et des consommateurs dans l'industrie de la chaussure et du cuir, et ne décourage les jeunes de travailler dans cette branche. La DG Devco propose que les parties se rencontrent dans ses bureaux de Bruxelles, pour que la coalition d'ONG puisse présenter le projet et que les différends puissent être résolus. Les salles sont réservées, des e-mails sont échangés, l'ordre du jour est mis au point. Mais plus la réunion se rapproche, plus il devient clair qu'il ne s'agira pas d'un simple échange entre ONG et industrie. Un nouvel acteur est en effet entré en scène : l'UNIC, l'organisation faitière des tanneries italiennes. Le débat se concentre pour l'essentiel sur un rapport très précis : le rapport sur l'industrie italienne du cuir. Francesco se souvient de son inquiétude grandissante.

« Lors de mes recherches sur des entreprises puissantes, j'ai toujours fait la même expérience : elles évitent de parler du

fond, mais préfère attaquer, détruire leur opposant. Elles cherchent à combattre sur un plan où les arguments ne comptent plus : la loi du plus fort. »

Menaces de poursuites

Francesco ne peut pas participer à cette réunion ; c'est donc en lisant les procès-verbaux et les échanges d'e-mails, et à travers des conversations par Skype qu'il apprend ce qu'il s'était passé ce jour-là dans les bureaux de la Commission européenne. La délégation d'ONG a rencontré non seulement une délégation de la Commission et de l'association du cuir et des tanneries, mais aussi deux avocates. La question principale : est-ce le rôle du projet « Change Your Shoes » de jeter une lumière critique sur l'industrie de la chaussure et du cuir dans les pays européens également ? Ou ce projet, financé par des fonds européens, devrait-il se contenter de mettre en lumière les « bonnes pratiques » issues des pays de l'UE ? On débat de certains détails du rapport sur l'Italie, le ton monte, et l'une des avocates finit par prendre la parole. Il est question de porter plainte contre « Change Your Shoes » pour diffamation de l'industrie.

La DG Devco finit par proposer une solution pour atténuer les désaccords : « Change Your Shoes » devra prouver sa bonne volonté en retirant le rapport Italie de son site, et l'industrie ne portera pour l'instant pas plainte. Avant la prochaine réunion, l'association professionnelle doit rédiger une liste des points critiques concernant le rapport, suite à quoi « Change Your Shoes » devra prendre position. Les représentants et les représentantes des ONG quittent la salle pour délibérer – et décident d'accepter cette proposition.

L'escalade

En apprenant la nouvelle, Francesco est outré. Il voit la demande de retirer le rapport du site internet comme un abus de pouvoir. Aujourd'hui, près d'un an plus tard, sa conviction n'a d'ailleurs pas changé d'un iota :

« Ils nous demandaient de ne pas respecter nos engagements pour éviter de déplaire à l'industrie. Cette dernière nous a menacés de poursuites, sans spécifier pour quels motifs : il s'agit clairement d'une mesure d'intimidation – le même genre de pression auquel les ouvrières pour lesquelles nous nous battons, en Chine, en Roumanie ou en Inde, doivent faire face au quotidien. Comment pourrions-nous défendre leurs droits si nous cédon nous-mêmes au chantage ? »

Les organisations italiennes finissent par retirer le rapport de leur site et le remplace par une note indiquant que les résultats des recherches ne sont actuellement pas accessibles en raison de menaces de poursuites de la part de l'industrie. Cette dernière envoie une liste



de critiques à « Change Your Shoes », et la coalition y répond. Une réunion publique est programmée à Genève, et Public Eye est chargée de la modération – une tentative de la part de « Change Your Shoes » de créer un débat public avec l'industrie sur les conditions de travail dans les tanneries et les fabriques de chaussures plutôt qu'un conflit à huis clos sur les détails d'un rapport en particulier. Les représentantes et les représentants de l'industrie commencent par dire qu'ils participeront, mais se retirent, furieux, après la diffusion sur la chaîne allemande *das Erste* d'un reportage sur les abus dans les tanneries italiennes comprenant une interview de Francesco.

Au début mai, une seconde réunion se tient enfin, mais à huis-clos, à Bruxelles. Les demandes de l'industrie, mais aussi de l'Union européenne, sont claires : le rapport Italie doit être mis définitivement hors ligne. Impossible de trouver un accord. À l'issue de cette réunion, « Change Your Shoes » remet le rapport en ligne, et fait figurer la position de l'industrie ainsi que sa réponse.

Des versements suspendus

La situation s'aggrave et les conséquences se font rapidement sentir. La seconde tranche des subventions européennes, qui aurait dû être versée à la fin du mois de mai, n'arrive pas. L'UE informe que les versements sont temporairement suspendus : une enquête est en cours, notamment au sujet du rapport Italie. Plusieurs ONG doivent bientôt faire face à des difficultés financières. Il s'agit maintenant de résoudre une question clé : sommes-nous aussi prêts à défendre notre travail lorsque cela met en danger notre base financière ? Malgré les innombrables échanges de points de vue, la position de Francesco reste claire, ferme et déterminée :

« Ils ne peuvent faire du chantage que si nous sommes faibles. Nous avons un mandat, qui définit notre mission. Le pro-

blème est simple : nos résultats ne leur plaisent pas. Si nous acceptons de retirer le rapport italien, nous admettons implicitement que nous avons eu tort et que nous n'avons pas utilisé le financement dans le but prévu. Soit nous défendons notre travail, soit nous sommes des voleurs. »

La situation financière de plusieurs organisations est de plus en plus critique et la pression qui s'exerce sur Francesco et ses partenaires s'intensifie. Pendant cette période difficile, le soutien de ses collègues d'Abiti Pulliti, l'organisation qui coordonne la Campagne Clean Clothes en Italie, a renforcé sa conviction d'avoir pris la bonne décision. Ils se sont aussi fortement engagés avec lui dans ce sens.

Le compromis

Plusieurs organisations ont maintenant du mal à payer les salaires et les activités de « Change Your Shoes » sont réduites au strict minimum. La coalition mobilise alors ses soutiens politiques. En juin, 26 parlementaires européens demandent par écrit à la Commission européenne d'honorer ses obligations contractuelles et de payer les montants promis. Quelques jours plus tard, la majeure partie de la seconde tranche des subventions est versée, mais 10 % sont retenus dans l'attente des résultats de « l'enquête » sur le projet. « Change Your Shoes » décide donc de retirer le rapport Italie du budget financé par l'Union européenne : les organisations partenaires décident de le financer elles-mêmes. Elles le remettent en ligne sans le logo de l'Union européenne, mais avec une préface qui décrit la situation politique. Les résultats de ces recherches sont enfin à nouveau disponibles. C'est certes « une forme de succès », reconnaît-il avec le recul. Mais il estime que :

« Ce qui s'est passé n'est pas acceptable. On sait que les lobbys sont puissants à Bruxelles. Nous pouvons désormais nous compter parmi leurs victimes. Mais nous ne pouvons pas nous taire et faire comme si rien ne s'était passé. Nous devons en parler. » •

À la botte du consumérisme

Dans les rues de Dar es-Salaam en Tanzanie, les vendeurs de rue essaient de vivre du commerce de nos vieilles chaussures.

ALEXIS MALEFAKIS

En Afrique de l'Est, la frénésie vestimentaire de l'Europe continue de surprendre. Pourquoi donner ses chaussures et ses vêtements usagés pour

En Tanzanie, les vieux vêtements importés ont longtemps été appelés « kafa ulaya » – « quelqu'un est mort en Europe ».

s'en acheter sans cesse de nouveaux ? En Tanzanie, les habits de seconde main importés ont longtemps été appelés « kafa ulaya » – « quelqu'un est mort en Europe »... et ses vêtements sont revendus en Afrique. Cette explication est moins absurde que la réalité. Mais, depuis les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international dans les années 1980 et 1990, les marchés locaux ont dû s'ouvrir aux importations à bas prix. Aujourd'hui, tout le monde sait que les 116 tonnes de vêtements usagés importés chaque année sont les surplus de notre surconsommation.

*

À Dar es-Salaam, une ville portuaire de plus de 4,5 millions d'habitants

située sur la côte est de l'Afrique, le commerce de vêtements et de chaussures de seconde main est un secteur économique important et le moyen de subsistance de milliers de personnes : les importateurs, qui achètent des conteneurs entiers, les commerçants, qui les achètent par ballots, et les vendeurs de rue, qui achètent sur le marché quelques pantalons, chemises ou chaussures pour chercher, enfin, des clients en arpentant la capitale. Pour beaucoup de personnes, qui fuient la pauvreté des villages, ce travail informel dans les artères de la ville est souvent la seule source de revenu. Pour subsister, les femmes se tournent surtout vers la préparation des repas et la vente d'aliments dans la rue. Les hommes proposent des cigarettes, des bibelots, des vêtements ou des chaussures. Avec un capital de départ de 10 ou 15 francs, un vendeur de chaussures peut acheter entre quatre et cinq paires sur le marché de Dar es-Salaam – selon leur qualité et leur style. Un bon jour, il peut alors dégager un bénéfice de cinq à six francs. Mais les bons jours sont extrêmement rares. Et, entre deux bons, il y a beaucoup d'autres jours pendant lesquels il ne gagne absolument rien. Tout dépend du hasard des rencontres – et des opportunités de vente.

*

Saidi Mako a la trentaine. Il vit avec sa femme et ses trois enfants à Dar es-Salaam. Depuis qu'il est arrivé en ville, alors qu'il était encore adolescent, il vend des chaussures dans la rue. Il a appris le métier auprès de membres de sa famille, venus de son

village et arrivés en ville avant lui. Ils se sont spécialisés dans la vente de chaussures pour dames, appréciées des employées du gouvernement ou des banques, ou encore des étudiantes friandes de mode. Un vendeur ambulant comme Mako sait très bien où trouver ses clientes. Il doit être en position quand elles prennent leur pause déjeuner, ou quand elles partent prendre le bus à la fin de leur journée de travail. Il doit savoir quand et où il peut trouver quel type de clientes, quelles chaussures elles apprécient et comment il peut attirer leur attention.

*

Les employées de bureau plus âgées, par exemple, apprécient les chaussures plates et confortables, alors que les étudiantes préfèrent des chaussures plus élégantes, à talons hauts. En général, les clientes plus âgées ne négocient que lorsqu'elles ont vraiment besoin d'une paire. Les étudiantes, en revanche, aiment

En vivant ainsi au jour le jour, impossible de faire des projets d'avenir, ni pour soi-même ni pour ses enfants.

essayer des chaussures pendant la pause tout en discutant avec leurs camarades. Mais la plupart du temps, elles finissent par ne rien acheter. Lorsque Mako achète des chaussures à la mode, il essaie de les vendre près de l'université. Il sait aussi qu'il faut s'attendre à de longues négociations, et que ses chances de gagner de l'argent sont faibles. Il y va pourtant :

si une étudiante finit par se laisser convaincre d'acheter, il peut demander un prix nettement plus élevé que pour une paire qu'il pourrait vendre à une cliente plus âgée.

*

Cette expérience et la routine quotidienne permettent aux vendeurs de rue de pouvoir planifier un minimum leurs activités. Mais leur situation reste très précaire. En vivant ainsi au jour le jour, impossible de faire des projets d'avenir, ni pour soi-même ni pour ses enfants. À cela vient s'ajouter la peur de la police, qui confisque les marchandises et peut arrêter les vendeurs. Même si les autorités tanzaniennes savent qu'une bonne partie de la population n'a pas d'emploi régulier, pas de contrat de travail, pas de sécurité sociale, pas de retraite et pas de vacances, les stratégies de survie des plus pauvres sont

souvent combattues par les autorités. Il semble que les vendeurs de rue ne correspondent pas à l'image de ville « moderne » que le gouvernement souhaite donner à Dar es-Salaam. La lutte contre la pauvreté, que les autorités aiment afficher comme une priorité, finit donc souvent par devenir une lutte contre les pauvres.

*

En Tanzanie, nos vieilles chaussures sont donc à la fois une bénédiction et une calamité. D'un côté, elles constituent le fonds de commerce de milliers de vendeurs et sont très appréciées de leur clientèle pour leur relative qualité. D'un autre côté, le marché local des vêtements et des chaussures est saturé de marchandises importées, et les producteurs locaux n'arrivent pas à rester concurrentiels face à des prix aussi bas. Des milliers de postes ont été

supprimés dans le secteur du textile en Tanzanie, notamment en raison des importations de vêtements et de chaussures de seconde main. Pour Mako, comme pour la plupart de ses collègues, la seule possibilité de s'extraitre de la précarité serait de trouver un emploi stable.

Alexis Malefakis est ethnologue et commissaire de la Collection africaine du Musée ethnologique de l'Université de Zurich. Entre 2011 et 2013, il a passé 15 mois à mener l'enquête dans les rues de Dar es-Salaam avec un groupe de vendeurs de chaussures. Il est l'auteur du livre *Von alten Schuhen leben*, auquel Public Eye a contribué.



Nos revendications

Des millions de travailleurs et de travailleuses perçoivent un salaire qui ne leur suffit pas pour vivre et sont contraints d'enchaîner les heures supplémentaires et de mettre leur santé en danger.

Mais quels sont les changements nécessaires pour que les conditions de travail de l'industrie de la chaussure s'améliorent ?

Marques et fabricants : assumer leurs responsabilités

Les entreprises qui font produire ou distribuent des chaussures sont responsables des conditions de travail et du respect des droits humains sur toute la chaîne d'approvisionnement. Pourtant, rares sont les marques qui mettent en œuvre ce principe. Il est essentiel que des mesures soient prises dans les trois domaines suivants :

Salaire vital : les personnes qui travaillent dans l'industrie du cuir et de la chaussure doivent recevoir un salaire vital leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Les entreprises du secteur doivent s'en assurer dans leurs propres activités comme sur toute la chaîne d'approvisionnement. Les entreprises doivent garantir la liberté syndicale et reconnaître les syndicats comme partenaires.

Sécurité au travail : la santé et la sécurité du personnel des fabriques de chaussures et des tanneries doivent être garanties. Les entreprises ont la responsabilité, dans leur propre production et avec leurs partenaires, de garantir la sécurité des usines et des installations, de protéger la santé du personnel et l'environnement, d'offrir des formations, et d'effectuer les contrôles nécessaires.

Transparence : une plus grande transparence est indispensable pour améliorer les conditions de production. Les marques de chaussures ne peuvent pas constamment invoquer l'alibi du secret industriel : elles doivent divulguer auprès de quels fournisseurs et sous-traitants elles s'approvisionnent, et les mesures prises pour garantir des conditions de travail justes.

Décideurs politiques : réglementer et contrôler

Si de nombreuses entreprises n'assument pas leurs responsabilités, c'est aussi dû au fait que leurs négligences restent la plupart du temps impunies. Les gouvernements doivent adopter des lois fondamentales du travail et garantir leur application effective, notamment en matière de salaire, de temps de travail, de sécurité et de santé au travail.

Salaire vital : les gouvernements doivent fixer le salaire minimum légal au niveau du salaire vital, afin de permettre à chaque personne active dans ce secteur de vivre dans la dignité et de subvenir aux besoins de sa famille.

Droit du travail et droits humains : les gouvernements doivent respecter et garantir les droits humains. Ils doivent veiller à ce que les syndicats et les organisations de défense des droits humains puissent représenter les droits et les intérêts des travailleurs et des travailleuses en toute indépendance et sans répression.

Mettre les entreprises devant leurs responsabilités : les gouvernements doivent obliger les entreprises à assurer le respect des droits humains sur toute leur chaîne d'approvisionnement à l'aide de lois exigeant, d'une part, qu'elles examinent les risques et en rendent compte de façon transparente et, d'autre part, qu'elles prennent des mesures effectives pour protéger les droits humains. Les entreprises qui négligent leurs obligations doivent être tenues responsables des dommages causés sur leur chaîne d'approvisionnement.

Les faux-fuyants de l'industrie...

Notre clientèle veut des chaussures à bas prix, nous devons donc faire pression sur les coûts.

Nous respectons la loi. Si le salaire minimum légal est trop bas, comme par exemple en Roumanie, c'est aux autorités de prendre des mesures.

Nous ne pouvons pas dicter à nos fournisseurs leur grille salariale ni leurs conditions de travail.

... et nos contre-arguments

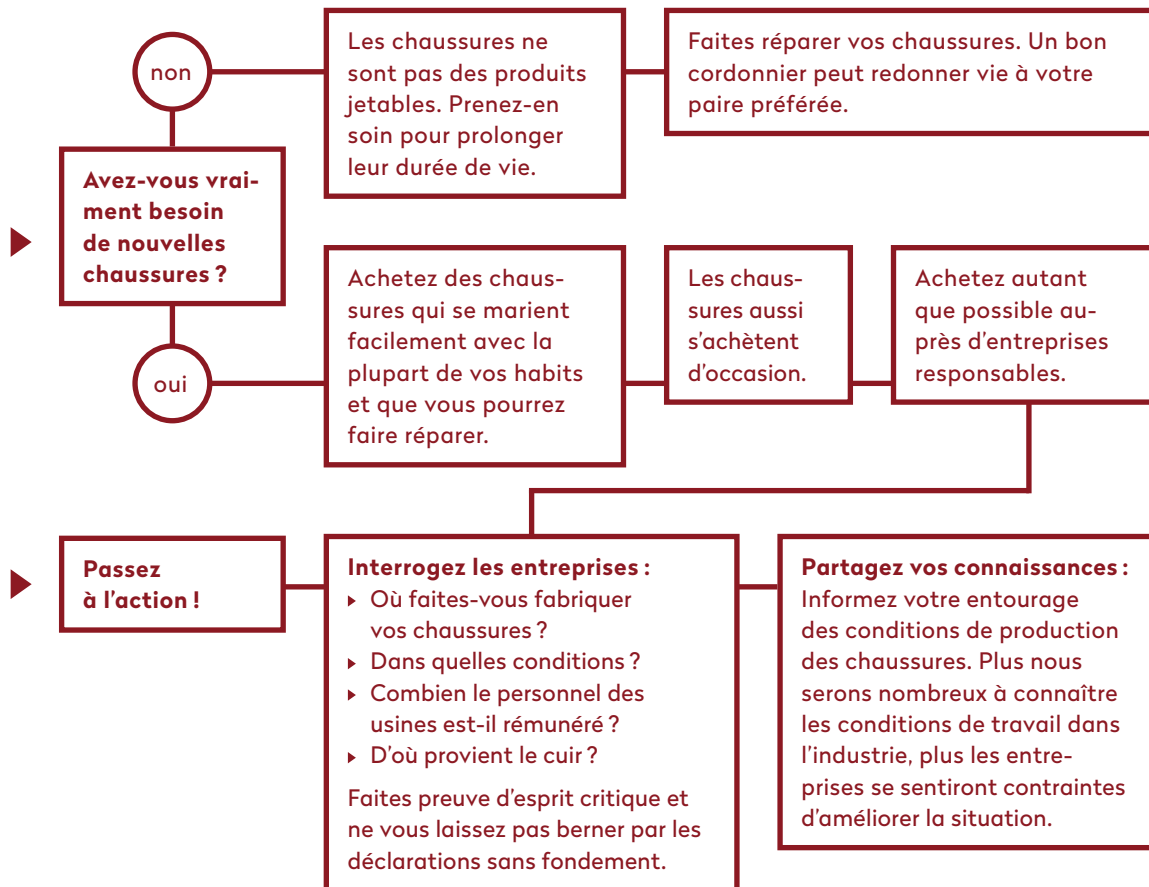
Ce sont surtout les entreprises qui appâtent leur clientèle avec des prix toujours plus bas, et alimentent ainsi une spirale négative. Pourtant, il existe de nombreux exemples de marques qui misent plutôt sur la durée de vie et la qualité de leurs chaussures. Quel que soit le modèle d'affaires appliqué : rien ne permet de justifier des salaires de misère et les nombreux autres abus perpétrés.

Les gouvernements ont bien sûr l'obligation de définir un cadre juridique contraignant et de contrôler son respect. Cela ne dispense en rien les entreprises de respecter les droits humains et de garantir de bonnes conditions de travail et des salaires décents.

Les grandes marques imposent constamment à leurs fournisseurs des exigences précises et détaillées sur la production de leurs articles. Elles pourraient donc tout aussi bien exiger le paiement d'un salaire vital. Toutefois, de nombreuses entreprises ne sont pas disposées à payer à leurs fournisseurs un prix juste et équitable pour leurs produits ni à leur accorder des délais de production suffisants.

Comment agir au quotidien

Aujourd'hui, il est pratiquement impossible de savoir avec certitude si des violations du droit du travail et des droits humains sont survenues à un moment ou à un autre de la production d'une chaussure. Dans nos choix de consommation, il nous est toutefois possible de refuser de nous soumettre aux exigences de la mode éphémère et à ses conséquences néfastes sur les plans social et environnemental.



Participez et créez la chaussure de vos rêves !

Les marques de chaussures ne sont que rarement mises face à leurs responsabilités.

Il est important de sensibiliser le grand public aux dérives du secteur de la chaussure afin de pouvoir exiger des changements et revoir nos habitudes de consommation.

C'est pourquoi Public Eye lance une campagne de sensibilisation pour attirer l'attention sur les conditions de production des chaussures.

Aidez-nous à diffuser nos informations en partageant la version numérique condensée de ce numéro spécial disponible à l'adresse www.chaussures.publiceye.ch

Découpez la semelle ci-jointe et placez-la dans le soulier d'une personne de votre entourage, et créez vos propres chaussures éthiques sur www.shoecreator.ch

L'industrie de la chaussure ne peut pas continuer de fuir ses responsabilités.

Plus d'infos au dos ►

Créez la chaussure de vos rêves !



THE
SHOE
CREATOR

www.shoecreator.ch

Grâce à notre « créateur de chaussures », vous avez la possibilité de concevoir votre chaussure idéale. Vous pourrez choisir le modèle, les matériaux et la couleur, mais devrez également déterminer dans quelles conditions votre paire idéale devrait être produite.

Participez à notre campagne et gagnez la chaussure de vos rêves !

Vous connaissez des amateurs de chaussures dans votre entourage ? Alors n'hésitez pas à les inviter à participer à notre campagne d'information et de sensibilisation sur les dérives actuelles de l'industrie de la chaussure.

UN 2949 NATRIUMHYDROGENSULFID, HYDRATISIERT
SODIUM .HYDROSULPHIDE, HYDRATED
Natriumhydrogensulfid, Schuppen
Sodium Hydrogensulfide, Schuppen



Public Eye

Depuis près de cinquante ans, l'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 25 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne, tél. +41 (0)21 620 03 03,
fax +41 (0)21 620 03 00, contact@publiceye.ch

Compte postal 10-10813-5

www.publiceye.ch  [@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse)  [@PublicEyeSuisse](https://facebook.com/PublicEyeSuisse)

Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye

 Déclaration de Berne

Qu'est-ce qui se cache dans ma chaussure ?

Salaires de misère, conditions de travail déplorables ou utilisation de produits chimiques nocifs ne sont qu'une partie des problèmes qui gangrènent l'industrie mondialisée de la chaussure.

Faites le premier pas !

Comment s'engager pour des conditions de travail équitables :

1.
Informez-vous et partagez vos connaissances :
www.chaussures.publiceye.ch
2.
Renseignez-vous auprès de votre marque préférée et exigez la transparence, le versement d'un salaire vital et de meilleures conditions de travail.
3.
Résistez aux dérives de la « mode éphémère » et prenez soin de vos chaussures.

Public Eye

 Déclaration de Berne



Mode d'emploi : découpez la semelle et glissez-la dans la chaussure d'une personne de votre entourage, de votre club de sport, de votre groupe de yoga, de votre voisinage...

En marche vers un monde plus juste !

www.publiceye.ch

Public Eye

 Déclaration de Berne

Public Eye, c'est le regard que chacun et chacune d'entre nous portent sur les injustices, avec la volonté commune d'agir ici, en Suisse, pour un monde plus juste. Nous dévoilons les méfaits commis à l'encontre des populations défavorisées. Nous luttons pour que les entreprises respectent les droits humains et l'environnement partout dans le monde. Nous agissons au nom de nos 25 000 membres et avec eux, car nous sommes convaincus de la force de l'action collective et du pouvoir de changement de chacun.

Vous pouvez commander d'autres exemplaires de cette semelle à contact@publiceye.ch
www.publiceye.ch/shop